**Les zones ciblées par le projet :**

Le but de la phase II du projet est de consolider les acquis de la phase I et en même temps d’étendre les bonnes pratiques de la première phase à plus de laiteries et de bénéficiaires. Les zones ciblées sont dans 6 départements (Nord, Artibonite, Grand Anse, Ouest, Sud, et Sud-est) et consistent en 11 laiteries et 1000 producteurs de lait de vaches.



Laiteries de Cotes de-Fer

Laiteries de Thomazeau, Bon Repos, Gésier et Damien et Foret des Pins

Laiterie de Torbeck-Boury

Laiteries de Verette

Laiterie de Jérémie

Laiteries de Limonade et Grison Garde

**Mise au point sur l’historique de ce projet**

Dans le cadre du Plan National d’Investissement Agricole (2010-2015), l’extension du réseau des laiteries labélisées «Lèt Agogo» en partenariat avec la Fédération Nationale des Producteurs de Lait Haïtiens - FENAPWOLA était la principale stratégie retenue par le gouvernement pour le renforcement des capacités de production et de transformation du lait dans le pays.

De 2010 au 2014, le Programme National des Cantines Scolaires (PNCS) a acheté, grâce au financement du Gouvernement Brésilien à travers le Programme Alimentaire Mondial (PAM), plus de 70% de la production laitière transigeant par les laiteries du Réseau « Lèt Agogo » pendant les huit (8) mois de l’année scolaire. La durée de ce programme PNCS a constitué un intéressant marché pour les laiteries participantes. Maintenant que le projet est terminé, le PNCS a arrêté l’achat du lait et les laiteries traversent des difficultés, car elles n’arrivent pas à écouler leurs productions. En plus, la saison pluvieuse, qui s’étend de juin à octobre (qui coïncide avec les grandes vacances scolaires), constitue la période de production de lait la plus importante de l’année. De ce fait, les laiteries sont aujourd’hui totalement immergées de volumes de lait cru, à des niveaux qu’elles n’ont pas la capacité d’absorber, ce qui constitue un réel frein au développement de la filière lait. Comme conséquence de cette situation, la plupart des laiteries du réseau ont été obligées de fermer de façon temporaire ou de réduire le volume de production de plus de 70% ou encore d’interrompre régulièrement leur production. Comme impact négatif direct, les producteurs qui ont été habitués à avoir une source de revenu journalier pourraient perdre l’espoir. Du point de vue des affaires, ces interruptions ne contribuent pas à bâtir une bonne image et la bonne réputation de ces petites entreprises laitières.

Face à cette situation, il est indispensable de développer des segments de marché rentables et de fidéliser la clientèle, pour profiter de façon optimale des retombées économiques que représente la haute saison pour le marché réel à la consommation. Cependant, il faut tenir compte que la filière laitière est un sous-secteur très évolutif et comme il existe une grande compétition entre les marques de produits laitiers (importés à 90%), chercher à reconquérir sa place sur le marché, est très difficile et coûteux. Un appui à la production et la transformation laitière, sera bénéfique non seulement pour le secteur, mais aussi aura un impact direct sur l’amélioration de la capacité financière et la sécurité alimentaire des éleveurs, ainsi que la population avoisinante aux laiteries.

De décembre 2011 à Décembre 2014, la FAO en collaboration avec le MARNDR, a mis sur pied, grâce au financement du fonds HRF un projet «Projet de développement de la Production et de la Transformation du lait en Haïti» qui a été implémenté dans trois zones du pays : Torbeck dans le département du sud, Thomazeau dans le département de l’Ouest et Côtes-de-Fer dans le département du Sud-est. Dans le cadre de ce projet, trois laiteries ont été construites, équipées et mises en fonctionnement. Trois (3) associations de producteurs ont été créées et formées pour gérer ces laiteries comme des entreprises génératrices de revenu.

Au terme du projet, les laiteries étaient en fonctionnement, les employés et les producteurs ont reçu les premières formations et les producteurs commençaient à livrer le lait aux laiteries. Cependant, en raison de l’insuffisance de ressources financières et des contraintes de temps, les bénéficiaires avaient à peine commencé les activités de transformation en novembre 2014, soit environ deux (2) mois avant la fin du projet, qui étaient nettement insuffisants pour permettre aux employés des laiteries et aux membres de conseil d’administration d’être rôdés dans la technologie laitière et d’aborder le marché des consommateurs. Afin de préserver les acquis du projet et remettre aux producteurs des laiteries qui fonctionnent comme des entreprises génératrices de revenus, il leur fallait un accompagnement de proximité pour au moins neuf (9) mois, en attendant que se débloquent les financements attendus pour une assistance de plus long terme. Cette expérience a permis aux membres des associations et aux employés des laiteries de pouvoir comprendre les notions de base de la gestion des entreprises laitières en association, et d’ appliquer certaines mesures de correction.

Un besoin de renforcement de capacité dans le domaine de l’hygiène de la traite, de gestion de la reproduction et des pâturages au profit des éleveurs a été identifié ; l’établissement d’une routine d’assistance technique pour les employés des nouvelles laiteries et le renforcement de la formation des agents et services locaux étaient avérés nécessaires ; une assistance technique en transformation et commercialisation de produits laitiers a été identifiée pour renforcer cinq (5) autres laiteries appuyées par les projets GCP/HAI/030/EC ( 2 laiteries avec le financement de Union Européenne) et OSRO/HAI/023/BRA (3 laiteries avec le financement du gouvernement Brésil).

Le gouvernement Haïtien a donc demandé un appui financier de la FAO parce qu’au 31 décembre 2014, le projet financé par le fonds FRH touchait à sa fin et que les 3 laiteries commençaient à peine à transformer les produits laitiers. D’où la justification d’un projet « pont » de Développement et de Transformation de la filière lait en Haïti- Phase d’accompagnement technique rapproché et d’appui aux laiteries pour la commercialisation de leurs produits.

Ce projet s’est conçu comme une assistance « pont » (« bridging assistance ») afin de préserver les acquis de l´assistance précédente en attendant que se débloquent les financements ultérieurs, en particulier du Fonds pour la Reconstruction de Haïti, qui ont connu des retards en raison de la situation politique que traverse le pays et de la gestion même du fonds.

Dans cette optique, la proposition de l’actuel projet contribuera à :

* La consolidation des acquis des projets UNJP/HAI/102/HRF et OSRO/HAI/023/BRA à travers des séances de suivi/accompagnement et des sensibilisations sur les bonnes pratiques tout au long de la chaîne de valeur ;
* La formation et recyclage à travers des programmes de sensibilisation, des cours et des activités de vulgarisation sur divers thèmes et sujets en ce qui a trait à la production et à la transformation laitière ;
* Appuyer les activités des associations des producteurs de lait afin de les fidéliser aux laiteries et d’éviter leur désintégration après la fin du projet, comme dans les expériences précédentes ;
* Équiper, accompagner et donner un appui technique aux 11 laiteries des 6 départements surtout en ce qui concerne l’organisation de la collecte, le contrôle de qualité, la transformation en divers produits et leur commercialisation ;
* Collaborer avec le MARNDR dans l’implémentation de sa stratégie de développement de l’industrie laitière en Haïti y compris la mise en place des centres de maturation de fromage pour les laiteries avec excédant de lait cru.
* Partager les bonnes pratiques avec tous les acteurs de la filière, dans le but de répliquer cette expérience de réussite dans d'autres petites entreprises laitières en Haïti.

Une approche participative et inclusive sera utilisée. Un exemple est les « Champs Ecoles Paysans (CEP) » qui associent les petits éleveurs/producteurs dans la prise de décision sur la base des observations faites sur le terrain et de leur connaissance traditionnelle.

Une attention particulière sera portée à l’aspect genre (au moins 30% de femmes bénéficiaires) et la promotion de l’emploi des jeunes.

**ANALYSE DE LA SITUATION ET CONTEXTE**

**Contexte général**

Haïti est le pays le plus pauvre du continent américain, classé 161ème sur les 186 pays du monde selon l’indice de développement humain[[1]](#footnote-1). La population est à moitié rurale et plus de 50% de l’offre alimentaire nationale provient des importations et de l’aide alimentaire. Le pays reste fragile en face de désastres naturels. Après le tremblement de terre en Janvier 2010 et l’ouragan Thomas en Août 2010, la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle a connu une amélioration en 2011. Malheureusement la situation s’est sérieusement aggravée en 2012, suite à la sècheresse en Juin, la tempête Isaac en Août et l’ouragan Sandy en Octobre. L'impact combiné de ces trois désastres sur le secteur agricole, a été évalué par le Gouvernement haïtien à 254 millions de dollars américains, affectant les moyens de vie de 1.5 millions de personnes.

L’année 2013 n’a pas connu de désastres naturels majeurs dans plusieurs Départements du pays ; ce qui a permis à une grande partie de la population de retrouver leur sécurité alimentaire. D’après le CNSA, le nombre de personnes en insécurité alimentaire sévère est descendu à 600000 personnes.

Placé sur la principale trajectoire des cyclones atlantiques, le pays est exposé à des tempêtes importantes pendant la période de juin à novembre. De plus, le degré élevé de déboisement, accompagné d’une profonde pauvreté et d’une forte densité démographique (environ 350 habitants/km2), rend le pays extrêmement vulnérable aux impacts des aléas climatiques.

Dans ce contexte, quelle que soit la réponse, elle doit permettre d’améliorer de façon durable les conditions de vie des populations haïtiennes. D’une part, il est primordial d’apporter une réponse rapide aux besoins de la population affectée mais aussi des solutions durables au problème de l’insécurité alimentaire à travers des activités productives qui puissent générer des revenus familiaux de façon permanente, permettant de réduire la pauvreté des familles en milieu rural.

Le secteur agricole joue un rôle clef dans la sécurité alimentaire, le redressement économique et la stabilité sociale d’Haïti. Ceci implique l’urgente nécessité d’apporter au secteur agricole tout le soutien nécessaire, tant sur le court terme, à travers d’interventions d’urgence qui permettront de répondre aux besoins alimentaires immédiats, qu’à moyen et à plus long terme afin de relancer, moderniser et redynamiser un secteur agricole essentiel à l’économie et à l’équilibre social du pays. Dans les documents officiels, notamment le Document de stratégie nationale de croissance et de réduction de la pauvreté (DSNCRP), le Plan d’ Action pour la Réhabilitation et le Développement d’Haïti et le Plan National d’Investissement Agricole, le Gouvernement a fait du secteur rural le premier pilier de la croissance et de la réduction de la pauvreté dans le pays. Ce projet concerne un appui à la production, à la transformation et à la commercialisation de lait de vache en Haïti. Il est bien aligné avec les grandes lignes directrices des instances nationales, régionales et mondiales, à savoir :

Priorités du développement d’Haïti (définies dans le PTRA 2013-2016). La présente Note conceptuelle est alignée avec l’objectif global du PTRA : « Contribuer à l’amélioration de la sécurité alimentaire et à la croissance économique d’Haïti » et en particulier avec ses objectifs spécifiques qui visent à :

1) « Améliorer la productivité agricole en vue d’augmenter l’autosuffisance alimentaire de son niveau actuel de 50% à un niveau de 60% et d’accroître le revenu des exploitations agricoles familiales »

2) « Renverser le processus de dégradation des terres et promouvoir une gestion durable des ressources naturelles en encourageant des pratiques appropriées… ».

Cadre stratégique FAO et Initiatives régionales. La Note conceptuelle est bien alignée avec :

La stratégie :

SO2 «Rendre l’agriculture, la foresterie et la pèche plus productives et durables »

SO3 « Réduire la pauvreté rurale »

Les Initiatives Régionales :

IR2 «Agriculture familiale et aménagement du territoire rural en Amérique latine et dans les Caraïbes»

IR3 « Développement de la filière alimentaire et l’Amélioration des systèmes de nourriture et d'alimentation dans les Caraïbes »

Cadre Programme Pays (CPP) 2013 – 2016. le présent projet est alignée avec le Domaine Prioritaire 2 : « Promotion des filières agricoles, des investissements privés et publics et des services agricoles ». La FAO, en tant qu’Agence spécialisée, est appelée à contribuer à l’augmentation de la production agricole et à la réduction de la dépendance à l’importation des produits agricoles, dont les produits laitiers.

Cadre stratégique intégré des Nations Unies (CSI) révisée 2015-2016. Le Résultat attendu 3.2 du CSI est : « La production et la productivité agricole, de l’élevage et de la pèche sont améliorées et l’emploi agricole augmenté à travers l’adoption de modes de gestion durable des ressources naturelles ».

Objectifs de Développement du Millenium (ODM). Ce projet est aligné aux Objectifs de Développement du Millenium : Objectif 1 « Éliminer l'extrême pauvreté et la faim » et Objectif 8 « Mettre en place un partenariat pour le développement ».

**Contexte sectoriel**

L’agriculture reste le secteur dominant de l’économie haïtienne : elle représente environ 25% du Produit Intérieur Brut (PIB) et elle est pratiquée par plus de 50% de la population active. Les agriculteurs pratiquent une agriculture de subsistance sur de petites exploitations agricoles (moins d’un demi-hectare) et la plupart d’entre eux n’ont pas accès aux intrants agricoles de base. Ainsi, au cours de ces cinq dernières décennies, le taux de croissance moyen de la production agricole haïtienne est resté inférieur à 1%. Cette situation est attribuable à une combinaison de facteurs dont les plus importants sont : (1) une insuffisance d’intrants agricoles de base et d’infrastructures de production ; (2) une réduction de la taille des exploitations familiales (moins de 0,5 ha) conduisant à une forte pression sur les ressources naturelles et l’environnement, (3) des catastrophes naturelles aggravées par les changements climatiques, (4) environ 85% de bassins versants dégradés et à relief accidenté avec une faible couverture végétale qui expose les sols à l’érosion, (5) une faiblesse des services locaux de suivi/encadrement des producteurs.

Le Ministère de l’Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) a pour mission de formuler, d’appliquer, d’orienter et de faire respecter la politique du gouvernement dans les domaines de l’agriculture, de l’élevage, des ressources naturelles et du développement rural.

Le secteur Agriculture constitue le premier secteur économique en termes de contribution à la création de la richesse nationale en Haïti. Selon le recensement général de l’Agriculture conduit par le MARNDR et la FAO en 2008/2009 il existe plus d’un million de petites exploitations agricoles en Haïti.

L’élevage fait en général partie intégrante de l’éventail d’activités des exploitations agricoles familiales, générant des revenus notamment pendant les périodes de soudure. Le rôle de l’élevage comme système d’épargne est de notoriété. Plus de 90 pourcent de la production nationale provient de petites exploitations agricoles. Cette production ne peut paradoxalement pas satisfaire la demande nationale marchande en produits laitiers, en œufs et en viande de volaille. L'initiative récente de traçabilité nationale par MARNDR indique que le nombre réel de vaches laitières est proche de 600.000.

Le déficit en lait est compensé par l’importation annuelle de quelques milliers de tonnes métriques en équivalent lait de produits laitiers pour une valeur d’environ 90 millions de dollars américains. (Référence: MARNDR, mai 2011).

Le développement de l’élevage fait face à de nombreuses contraintes comme l’accès difficile aux marchés, la faible disponibilité en fourrages, en intrants zootechniques, soins vétérinaires, en infrastructures d’abreuvement ainsi que l’accès limité aux crédits et aux connaissances techniques qui permettraient d’améliorer sa productivité.

Il faut également noter la forte concurrence des produits importés sur un marché entièrement libéralisé. Les aliments concentrés importés souvent de la République Dominicaine à des coûts prohibitifs compliquent d’avantage la situation.

Le mauvais fonctionnement des services vétérinaires dû aux ressources humaines limitées et à l’insuffisance de moyens matériels et financiers ne permet pas au MARNDR de répondre efficacement aux besoins de lutte contre les maladies zoonotiques comme la peste porcine classique, la maladie de Newcastle ou encore les zoonoses comme la rage et le charbon bactérien qui limitent drastiquement la rentabilité et les revenus de l’élevage.

Il importe cependant de souligner que, dans ce contexte difficile, certaines initiatives ont été couronnées de succès et ont inspiré à servir de modèles pour des interventions dans d’autres sous-secteurs de l’élevage. C’est le cas de l’initiative « Lèt Agogo » de l’ONG haïtienne Veterimed, qui a permis aux producteurs de lait de mettre sur le marché leur production par le biais d’un réseau de petites laiteries, qui collecte, achète et transforme rapidement le lait en produits conditionnés ou transformés nécessitant peu ou pas de réfrigération.

Les laiteries du Réseau « Lèt Agogo », sont régies par un cahier des charges (ou référentiel) spécifique définissant les obligations des acteurs (éleveurs, micro-laiteries, transporteurs, distributeurs des produits laitiers, intervenants privés de la filière…). "Lèt Agogo" constitue un « label » de garantie de bonnes pratiques agricoles et d'élevage dans la production laitière.

 Le label Lèt Agogo est mis gratuitement à la disposition des acteurs organisés qui peuvent prouver qu’ils sont à même de l’utiliser dans le but de contribuer à l’amélioration des conditions de vie des petits paysans producteurs de lait.

En 2011, le réseau «Lèt Agogo» disposait de laiteries à travers le pays dont 13 étaient en fonctionnement et 14 autres étaient en chantier et/ou prêtes à entrer en fonction. Quatre-vingt pourcent (80%) du lait traité était le lait stérilisé et transporté dans des bouteilles en verre ne nécessitant pas de réfrigération, 18% était transformé en yaourt, le reste était transformé en fromage de type cheddar et/ou edam.

Ce développement de la filière laitière en Haïti a favorisé l’émergence de plus d’une dizaine d’associations de producteurs de lait dans divers bassins de production. Ces associations se sont formellement regroupées en 2007 et ont créé la Fédération Nationale des Producteurs de Lait Haïtiens- FENAPWOLA, avec qui le Ministère de l’Agriculture a conclu un protocole d’accord.

1. **JUSTIFICATION ET DEMARCHE DU PROGRAMME**
	1. **Problèmes/questions à aborder**

Les problèmes identifiés se trouvent à tous les niveaux de la filière (production, transformation et la commercialisation):

1. Le secteur de la production laitière est atteint par les problèmes suivants:

*Au niveau de l’alimentation du bétail*

* une forte variation saisonnière dans la disponibilité fourragère
* une connaissance limitée des techniques d’amélioration fourragères.
* Le non maitrise des bonnes pratiques de la production et la santé et nutrition animale.
* une faible dimension des exploitations (limitant les possibilités de dédier une partie de la ressource foncière à des pâturages)
* un manque de sources d’abreuvement du bétail en qualité et quantité dans certaines régions du pays.

 *Au niveau des techniques de conduite d’élevage*

* un manque de connaissances sur certaines techniques de conduite d’élevage laitière
* un accès limité aux services et agents vétérinaires qui affectent la santé des troupeaux
* des coûts élevés et des difficultés dans l’approvisionnement en produits vétérinaires
1. ***Transformation***

Le secteur de la transformation des produits issus de la filière lait est atteint par les problèmes suivants:

 *Au niveau des unités de transformation actuellement existantes*

* des problèmes d’accès aux sources d’énergie qui empêchent la diversification des produits fabriqués
* De potentiels producteurs éparpillés et non organisés empêchant la création d’une économie d’échelle
* un contrôle de qualité très déficient à cause d’un manque de législation laitière ou d’inspection de la part du Gouvernement
* un approvisionnement difficile et très couteux en emballages et autres intrants non fabriqués dans le pays
* un manque de personnel d’encadrement qualifié et de support technique des éleveurs/transformateurs
* peu de référentiels techniques adaptés aux conditions du pays en ce qui concerne la transformation artisanale
1. ***Commercialisation***

La commercialisation des produits issus de la filière lait d’Haïti rencontre les problèmes suivants:

* Une offre mal organisée, qui ne permet pas aux consommateurs fidèles du lait local de s’approvisionner régulièrement
* une forte consommation de lait frais peu adapté aux conditions d’hygiène et de conservation du pays (la conservation du lait frais se fait avec risque). Chaque petit éleveur, dans certaines zones, transporte son produit et le vend sur le marché local ou communal. Cette situation oblige parfois les éleveurs vendeurs et les marchands de lait à se débarrasser des quantités invendues.
* une importation de produits laitiers hautement subventionnés. Avec un revenu per capita estimé en moyenne de 300 dollars américains par an et un taux de chômage variant entre 30 et 60 pourcent, le lait devient moins accessible à certaines couches de la population.
* un personnel technique formé par les Institutions Universitaires peu adaptées à la problématique locale
* même avec l’intervention de la phase 1 du projet, le marché n’est pas suffisamment organisé pour absorber le potentiel de la production nationale.

En général tout au long de la filière laitière il existe, pour les éleveurs de bétail, les agents vétérinaires, les agronomes, et les employés et techniciens des laiteries, des besoins significatifs en formation et un appui de la part de cadres techniques. Les ingénieurs agronomes sont souvent formés sur une base non conforme à la réalité d’Haïti. De plus, l’offre de services d’accompagnement technique et de vulgarisation aux éleveurs est irrégulière à cause de l’insuffisance des financements des services d´extension rurale, du manque de vétérinaires et de l’absence de moyens logistiques.

**2.2 Les opportunités existantes sont:**

L’existence d’un potentiel de production et d’un marché prêt à acheter des produits laitiers de qualité. Environ 50 pourcent des exploitations agricoles haïtiennes, particulièrement celles de petite et moyenne taille, se consacrent à l´élevage du bétail. Le potentiel de production de lait est estimé à 145 000 tonnes par an: (Reference : MARNDR) mais la consommation local est à 130,000 tonnes par ans, tandis que 85000 tonnes en sont importées chaque année, faisant du lait le deuxième produit d’importation du pays. En effet, les importations de lait ont atteint près de 90 millions de dollars américains par an. Dans les grandes régions productrices de lait (Cap Haïtien, Cayes, Léogane), la production locale représente 30 à 45 pourcent de la consommation des familles. Dans d´autres régions, notamment à Port-au-Prince, la consommation de lait local est négligeable car le produit n’est pas disponible. La phase 1 du projet nous a permis de constater qu’il y beaucoup d’opportunités dans la filière lait.

Le potentiel d'un très fort retour sur investissement, la forte demande pour le lait et les produits laitiers, la connaissance des revenus du lait, potentiel de croissance, l'amélioration des systèmes des agents vétérinaire, l'existence de producteurs leaders. Lorsque nous combinons un accès accru aux pâturages, un système d'irrigation et de bonnes techniques de gestion des terres, avec des techniques d'ensilage, la productivité de lait pourrait augmenter à au moins 2 litres par jour par vache pendant la saison sèche.

Au niveau de la transformation, l’existence d’un réseau des laiteries (plus de 35 en 2015), avec un système de la collecte et de transformation plus ou moins en place, un savoir-faire minimum en transformation. Néanmoins il va falloir beaucoup d’accompagnement pour rendre ces entreprises rentables et gérés comme des entreprises génératrices de revenue continue.

L'évolution de la dynamique du marché et une amélioration de l'environnement d'exploitation a créé des opportunités et des défis pour le modèle du réseau Lèt Agogo. La consommation de produits laitiers dans le pays continue à croître (une augmentation de 7,3% par an de 2008 à 2011), tandis que la production nationale a stagné (croissance annuelle de moins de 1% en 2011 et 2012). La différence entre la stagnation de la production locale et la consommation accrue, bien sûr, est remplie par l'augmentation des importations et la transformation locale de lait en poudre importé. Lorsque Lèt Agogo a commencé en 2005, les importations de produits laitiers totalisait moins de 30.000 tonnes, et la consommation par habitant de produits laitiers en Haïti se sont élevées à seulement 13,4 kg par habitant. Au cours des neuf dernières années, même avec des défis macro-économiques (déficits budgétaires et de l'inflation), les chocs externes (la Grande Récession), et les catastrophes naturelles (le séisme de 2010), la classe moyenne haïtienne n'a cessé de croître depuis 2005, ce qui se traduit par une augmentation significative des taux de consommation par habitant, qui se distinguent aujourd'hui (2013) à 19,4 kg par habitant.

Les compétences en commercialisation et en distribution doivent être améliorées pour soutenir un secteur de la transformation élargi en Haïti. Il y a une très forte demande pour les produits laitiers fabriqués localement, mais en raison de la mauvaise organisation du marché, les consommateurs n'ont la possibilité de consommer des produits qu'ils aiment tant. L'expérience de la FAO avec les nouvelles laiteries a concrètement prouvé ce point. Si les laiteries du réseau Let Agogo doivent survivre, elles doivent devenir de plus en plus agressives au niveau commercialisation et cela nécessite beaucoup de formation et de sensibilisation ainsi que le soutien technique et le suivi en long terme. Une formation ciblée au niveau des associations / laiterie est nécessaire pour aider ces laiteries à se connecter avec ce qui est clairement une demande forte et croissante pour les produits laitiers en général et le produits laitiers fabriqués localement en particulier.

Avec plus de quarante associations de producteurs (représentant plus de 10 000 producteurs), impliqués dans le réseau Let Agogo seulement, les associations de producteurs ont le potentiel de jouer un rôle critique dans le développement du sous-secteur laitier haïtienne. Cependant, ils sont confrontés aux problèmes de la faible capacité technique et le manque de culture de service d'adhésion.

* 1. **Justification du projet**

Le secteur lait et ses dérivés sont essentiels pour la population haïtienne et consommés par toutes les couches de la population haïtienne. Près de 50 pour cent des propriétés agricoles haïtiennes font l´élevage du bétail laitier. L´activité en question est surtout développée par des petits et des moyens producteurs et le potentiel de la production de lait est estimé à 145 000 tonnes par an. Toutefois, la production actuelle du produit atteint seulement 45 000 tonnes, le niveau de consommation nationale étant de 130 000 tonnes par an. Ainsi, on peut conclure que 85.000 tonnes en sont importées chaque année, ce qui en fait le deuxième produit d’importation du pays. Les importations de lait ont atteint près de 90 millions de dollars par an. Encore une fois, dans les grandes régions productrices de lait (Cap Haïtien, Cayes, Léogane), la production locale représente de 30 à 45 pour cent de la consommation des familles. Dans d´autres régions, notamment à Port-au-Prince, la consommation locale de lait est négligeable car le produit n’est pas disponible.

Malgré la précarité de la production locale de lait, la production nationale est désormais pleinement concurrentielle en termes de prix, outre la faible productivité. Il existe donc un véritable potentiel de développement de ce secteur.

 En Décembre 2011, le gouvernement brésilien a transféré une contribution de USD 2.5 millions à l´Organisation des Nations Unies pour l`alimentation et l´agriculture (FAO) pour des investissements dans la filière lait visant i) à améliorer la qualité et de la sécurité sanitaire du lait et des produits laitiers commercialisés en Haïti; ii) à renforcer les capacités techniques nationales des ONG et du Gouvernement d’Haïti dans le domaine de la production du lait.

Conçu comme un projet pilote, la FAO l’a exécuté dans trois zones agro écologiques différentes : Verrettes (plaine irriguée), Limonade (plaine sèche) et Forêt-des-Pins (montagne humide). Dans chaque zone, le projet a fait des investissements consistant surtout dans la construction des stations de monte (6) avec des taureaux améliorés (10), dans la mise en place des parcelles fourragères individuelles et collectives et dans la fourniture d’un appui dans la santé et la nutrition animale à travers des agents vétérinaires. Certains investissements atterrissent sur le terrain en fin de projet à cause du retard accumulé dans les négociations avec le gouvernement sur les changements de stratégie, notamment dans le site de Limonade (sécurisation du foncier des petits producteurs face aux menaces d’octroyer les terres de l’Etat aux compagnies privées) et dans le choix des géniteurs mâles à acheter pour améliorer la race locale. D’où la nécessité d’assurer le suivi de ces investissements dans le nouveau projet.

D’un autre côté, la première phase du « Projet du développement de la production et de la transformation de lait en Haïti » UNJP/HAI/102/HRF a été conçue en décembre 2011 pour établir trois laiteries/centres de services dans trois zones différentes du pays (Torbeck, Thomazeau et Côtes-de-Fer), qui fonctionnent comme des entreprises laitières avec l’objectif de profitabilité et de pérennité pour les producteurs de lait organisés en associations autour de la laiterie.

En Décembre 2014, le Projet UNJP/HAI/102/HRF a pris fin. Cependant, en raison de l’insuffisance de ressources financières et des contraintes de temps, les bénéficiaires avaient commencé les activités de transformation en novembre, soit environ deux (2) mois avant la fin du projet, qui sont nettement insuffisants pour permettre aux employés des laiteries et aux membres du conseil d’administration d’être rôdés dans la technologie laitière et d’aborder le marché des consommateurs. Afin de préserver les acquis du projet et remettre aux producteurs des laiteries qui fonctionnent comme des entreprises génératrices de revenus, il leur faut un accompagnement de proximité pour au moins neuf mois, en attendant que se débloquent les financements attendus pour une assistance technique de plus long terme. Cette expérience permettra aux membres des associations et aux employés des laiteries de pouvoir bien comprendre le mode de fonctionnement de ces laiteries en appliquant des mesures de correction éventuelles.

 Le gouvernement a donc demandé et obtenu un appui financier de la FAO dans le cadre d’un projet défini comme une assistance « pont » (« bridging assistance ») afin de préserver les acquis de l´assistance précédente en attendant que se débloquent les financements ultérieurs, en particulier du Fonds pour la Reconstruction de Haïti, qui ont connu des retards en raison de la situation politique que traverse le pays et de la gestion même du fonds.

En plus des communes de Torbeck, de Thomazeau et des Côtes-de-Fer, l’expertise technique du PCT s’est étendue aux 3 laiteries du projet OSRO/HAI/023/BRA (Limonade, Verrettes et Forêt-des-Pins) et aux deux (2) les laiteries du projet GCP/HAI/030/EC (laiteries Ferrier et Ouanaminthe) pour les aider à mieux fonctionner : dans la bonne gouvernance, dans l’application des bonnes pratiques dans la traite manuelle, dans la santé et la nutrition animale dans la diversification et la transformation des produits laitiers, dans la promotion vente des produits fabriqués par les laiteries. Cependant, l’assistance technique aux laiteries dans les différents maillons de la chaine de valeur de la filière lait susmentionnés demeure une nécessité pour permettre aux laiteries de fonctionner comme des entreprises génératrices de revenus et de constituer un marché rémunérateur, sûr et stable pour des petits producteurs de lait des communautés rurales touchées .

D’où la justification du Projet « Amélioration de l’agriculture familiale par le renforcement de la filière lait à travers la production, la transformation de lait cru et la commercialisation de produits laitiers en Haiti ».

* 1. **Parties prenantes et bénéficiaires cibles**
* Les services concernés du MARNDR : DPSA, FAMV, DDA et BAC.
* 77 membres de Conseils d’Administration de 11 associations de producteurs de lait appuyées par le projet en structuration, la bonne gouvernance et la gestion d’une laiterie en association.
* La FENAPWOLA[[2]](#footnote-2) appuyée pour une meilleure structuration.
* 1000 ménages, producteurs de lait qui recevront des formations/recyclages sur différents thèmes de la chaine de valeur de lait : production (santé et nutrition) animale, collecte de lait/tests de qualité, bonnes pratiques de la traite manuelle.
* Les ONG locales (VETERIMED, KORAL, KNFP etc), partenaires de la FAO, qui seront associées dans la mise en œuvre des activités à travers des protocoles d’accord.
* Au moins 33 employés de ces laiteries recyclés.
* Les communautés rurales habitant dans les zones ciblées par le projet seront les bénéficiaires en bout de chaine, des produits de bonnes qualités pour la consommation.
* La communauté urbaine dans les grands centres de consommation sera approvisionnée en produits finaux de bonnes qualités.

Le projet va intervenir dans les Départements du Sud, Sud-est, Ouest, Artibonite, Nord, Grand Anse. Pour une bonne coordination des actions, les communes exactes d’intervention du projet ont été définies en collaboration avec les acteurs (Veterimed, FENAPWOLA) et en collaboration avec le MARNDR.

* 1. **Travaux antérieurs et connexes**

La FAO a commencé ses opérations en Haïti en 1977 avec des interventions sur l’amélioration de la sécurité alimentaire, l'éducation nutritionnelle, la gestion durable des ressources naturelles, la gestion des risques de catastrophe, y compris la réponse d'urgence pour restaurer les capacités de production des agriculteurs affectés par les désastres naturels. La FAO a aussi intervenu dans deux grands projets sur la production et la santé animale et dans la transformation et la commercialisation de lait en Haiti.

Actuellement, la FAO dispose d'un portefeuille de plus de 10 projets, dont deux grands projets sur la production et la santé animale et sur la transformation et la commercialisation de lait en Haiti. (La phase pont entre la phase I mise en place par les fonds du projet HRF et une phase II qui est l’actuelle demande de financement de fonds HRF). La FAO a exécuté avec succès et exécute actuellement plusieurs projets ayant un volet sur la filière lait :

1. Depuis Mars 2012, la FAO exécute le projet « Appui à la Filière Lait et à la Sécurité Alimentaire des Ménages » (OSRO/HAI/023/BRA), financé par la Coopération Brésilienne, dans les communes de Thiotte / Forêt – des – Pins, Verrettes et Limonade. Le projet a effectué les activités visant à améliorer la production laitière au niveau de la ferme avec l’installation des parcelles fourragères clôturées, des stations de monte et des actions d’extension rurale sur la production, la santé et la nutrition animale (2,500.000USD).
2. Dans le cadre d’un projet «Facilité Alimentaire» mis en œuvre par la FAO dans le département du Nord-est, á la demande des éleveurs et en concertation avec le MARNDR, la FAO a construit en fin de projet une laiterie à Ouanaminthe. Les activités nécessaires au bon fonctionnement de cette laiterie ont été initiées en fin de projet et nécessitent d’être renforcées. C’est dans ce contexte que la FAO a profité de l’implémentation du nouveau projet GCP/HAI/030/EC pour finaliser les activités en vue de renforcer les capacités de la laiterie. Par ailleurs, puisque la laiterie de Ferrier est située à environ 2 kms de celle d’Ouanaminthe, la FAO a profité de l’occasion pour rénover ces laiteries tout en renforçant les capacités techniques des différents acteurs de la filière.
3. Le projet UNJP/HAI/102/HRF, qui est la première phase du projet HRF a été exécutée par la FAO dans trois départements Sud, Sud Est et l’Ouest entre fin 2011 à fin 2014. Durant cette période d’exécution, la FAO a mis en place 3 laiteries modernes fabriquant des produits divers et gérées par trois associations de producteurs de lait. A la fin du projet il était jugé nécessaire de continuer à accompagner les bénéficiaires pour encore plus de temps et aussi d’étendre les bonnes pratiques de cette phase aux autres laiteries du réseau « Let Agogo ». En attendant le financement de la deuxième phase par le HRF, la FAO a mis en place un petit projet « Pont » financé par les fonds propres de la FAO, pour accompagner les laiteries (3 de la première phase, 3 du projet financé par les fonds Brésilien, pour éviter la faillite juste après le démarrage des activités).
4. Le projet TCP/Hai/3502 exécuté entre Mars 2015 à fin 2015, est un projet « pont » mis en place à la fin du projet UNJP/HAI/102/HRF « projet pour le développement de la production la transformation de lait en Haiti » financé par les fonds HRF. Ce projet « pont » a été mis en place pour aider à accompagner les trois nouvelles laiteries (gérées par les trois associations de producteurs) qui venaient de naitre et 6 autres, en attendant la deuxième phase du financement HRF pour bien atterrir avec les objectifs du projet.

**1.5 : Avantage comparatif de la FAO**

 La Division Technique de la FAO (AGS) a l’expérience depuis plus de trente ans dans l’installation de petites et moyennes laiteries à raison de 4 et 5 par an dans des pays différents, incluant Haïti. Au cours de ces années, la FAO a apporté son expertise pour trouver les matériels et les installations qui sont en adéquation avec les conditions des pays.

Cette proposition de projet sera un complément du projet laitier de la FAO, mis en œuvre dans la phase I dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et la supervision. Les méthodes utilisées pour déterminer les bénéficiaires du projet, les procédures de passation de marchés, la distribution et le renforcement des capacités sont déjà développés par la FAO.

L’expertise internationale en technologie et industrie laitière de la FAO a déjà obtenu des résultats très encourageants dans la première phase en mettant en place les trois entreprises de transformation de lait dans les trois zones d’intervention gérées par 3 associations de producteurs de lait (avec un total de 18 sous-groupes). Cette expertise sera exploitée durant la deuxième phase pour aider à la transformation et la commercialisation des produits des trois nouvelles laiteries et de ceux des 8 autres laiteries dans le pays.

La Division de la production et de la santé animales (AGA) de la FAO s’attache à faciliter l’intégration des petits éleveurs, particulièrement dans les pays en développement, au marché de plus en plus compétitif des produits de l’élevage, à sauvegarder la santé animale et la santé publique vétérinaire, à maintenir la diversité zoogénétique et à minimiser l’impact de l’élevage sur l’environnement.

Ce projet est aussi complémentaire au projet OSRO/HAI/023/BRA, qui a principalement formé des agents vétérinaires et installé des infrastructures aux éleveurs pour l'augmentation de leur production. La FAO a des connaissances pour la formation sur la meilleure utilisation de ces infrastructures et pour la gestion des animaux.

1. **CADRE DU PROJET**

Cette proposition de projet est en cohérence avec le Plan Stratégique de Développement d’Haiti (PSDH) dans le Grand Chantier 2 « Refondation économique », le Programme 2.2 « Moderniser et dynamiser l’agriculture et l’élevage et le sous-programme 2.2.2 « Faciliter l’accès au matériel et intrants agricoles.

**2.1 : Impact attendu du projet**

**2.1.1 : L’impact sur les institutions, les services et la politique.**

Ce projet aura un impact sur l’amélioration des moyens de vie des populations rurales ciblées suite à l’augmentation de la productivité de leurs animaux à cause de l’application de bonnes pratiques de la production, de la santé et de la nutrition animale. Ainsi, avec un débouché sûr et stable à un prix raisonnable, les producteurs pourront investir dans leurs exploitations agricoles comme des business rémunérateurs.

La recherche a montré que les associations de producteurs sont les meilleures institutions pour initier le développement agricole. Le projet aidera les associations existantes qui sont en charge de la gestion des laiteries de continuer à intégrer la notion de bonne gouvernance qui semble être la principale lacune dans la chaîne de valeur des produits laitiers haïtiens. Au cours de cette phase, le projet encouragera les liens avec le secteur privé à travers le développement de partenariats commerciaux avec des individus ou des groupes privés en améliorant ainsi la structure institutionnelle et une intégration verticale et horizontale de la chaîne d'approvisionnement du lait.
En termes d'impact sur les institutions de vulgarisation, le projet (phase un) a déjà commencé avec le renforcement des capacités dans l'amélioration des compétences du personnel des structures décentralisés du MARNDR (DDA et BAC) en collaboration avec le ministère. Le projet continuera donc cette activité car il est très important d'avoir des agents d’extension qualifiés et motivés dans le domaine. Cependant, le projet continuera à faire face à l'absence habituelle d'incitations et de la mobilité des équipes de vulgarisation.
Enfin, le lien entre la réduction de la pauvreté et la transformation du lait et de la commercialisation, en particulier pour les agriculteurs pauvres des régions rurales qui n’ont pas d'autres solutions de rechange et les ménages ruraux dirigés par des femmes, a été bien compris au niveau de la politique et de la planification en Haïti. L'importance de la filière laitière en tant que contributeur important à l'économie nationale a été reconnue et soulignée dans ce projet.

**2.1.2 : l’impact sur l’environnement :**

Toutes les activités du projet sont généralement respectueuses de l'environnement. L’adoption de bonnes pratiques de production de fourrages et de gestion des pâturages permettra d'améliorer la fertilité des sols. La production de fumier supplémentaire permettra d'améliorer la productivité et la structure du sol, mettant en évidence la relation positive entre l'élevage et la production agricole.

Les bonnes pratiques de gestion agricole et de fabrication dans les laiteries vont réduire la production de mauvaises odeurs et de gaz polluants, liquides et solides dans la communauté rurale. Moins de pollution de l'air, le sol, les rivières, les sources et les eaux souterraines seront maintenus.

**2.2 : Durabilité**

La mise en place de cette phase du projet est spécifiquement pour assurer que tous les acquis de la première phase, soient capitalisés et les bonnes pratiques répliquées dans les autres laiteries du réseau. C’est pour cette raison que 5 autres laiteries ont été ajoutées dans la liste des laiteries à assister. L’approche « filière » proposée par le projet vise la durabilité des actions en mettant en avant le renforcement de la capacité technique, institutionnelle et organisationnelle des services décentralisés du MARNDR pour faciliter leur appropriation et la pérennisation des actions. L’exécution du projet sera aussi guidée par une approche participative qui implique et responsabilise tous les acteurs de la filière lait (ONG locale, DDA, BAC, associations des producteurs et autres acteurs privés) dans la mise en œuvre des activités. Cela permettra au personnel des institutions locales de maîtriser facilement les techniques des bonnes pratiques et les approches développées par le projet (Diversification, produits de bonnes qualités, commercialisation, équités de genre etc.).

Le projet est bien placé pour être durable dans le futur puisque les producteurs tireront des avantages substantiels au cours de la mise en œuvre des activités. Toutefois, la FAO comprend que les activités avec des financements externes peuvent rarement être soutenues pendant très longtemps. Pour cette raison, les associations de producteurs doivent être fortement appuyées par les organisations locales et les institutions gouvernementales qui ont le mandat d'appuyer le développement des petits producteurs.

Impliquer le secteur privé dans la commercialisation des produits laitiers issus de ces laiteries, augmentera les chances des entreprises laitières de devenir autonomes et durables.

La fourniture des services de prestation et de vulgarisation et autres services d'appui aux éleveurs par des ONG locales et le ministère, rendrait le projet plus durable.

Donc, les principales activités qui pourraient être soutenues avec confiance sont celles dont le recouvrement intégral des coûts et des prix de marché prévalent pour la fourniture de services: la collecte du lait, son traitement et la vente de produits laitiers, la fourniture de médicaments et de fournitures pour le traitement des vaches allaitantes et la fourniture de services de santé animale par les agents vétérinaires à travers les associations.

Un autre élément clé pour la durabilité est de faire comprendre progressivement aux associations que le financement viendra à sa fin et elles seront tenues de gérer l'entreprise comme des business rentables.

**2.3 : Résultats attendus du projet**

En résumé, ce projet permettra d'exécuter les activités suivantes:

1. Appuyer le MARNDR dans ses efforts pour soutenir les petits producteurs de lait pour des raisons sociales, économiques et humanitaires.
2. Mobiliser les associations de producteurs de lait qui gèrent les 11 Laiteries à accompagner, y compris celles qui ont été mises en place dans la première phase, la mise à jour des statuts légaux et leur formation en gestion d’entreprises et la bonne gouvernance.
3. Mise à niveau des capacités du personnel d’extension du MARNDR spécialement sur les questions de la gestion générale des fermes laitières, l'alimentation, la production de lait, la manipulation hygiénique du lait, la collecte et test du lait, la santé et la reproduction animale, la transformation et la commercialisation du lait et ses dérivés.
4. Améliorer la sécurité alimentaire et les normes de qualité dans les différents maillons de la chaîne de valeur du lait à partir de la ferme se terminant à la table du consommateur grâce aux formations.
5. Fournir un soutien matériel et technique essentiel pour appliquer les bonnes pratiques de la production, de la transformation et de la commercialisation du lait.
6. Améliorer les revenus des producteurs et par conséquent leur niveau de vie et leur bien être à travers les ventes quotidiennes du lait cru aux laiteries.
7. Augmenter la production de lait dans les zones d'intervention du projet pour satisfaire la demande croissante de bons produits laitiers de qualité à travers la formation des producteurs surtout sur l’utilisation des investissements mis à leur disposition par le projet de production financé par gouvernement du brésil.
8. Stabiliser la collecte du lait par les laiteries à travers la création de partenariats avec le secteur privé pour la distribution/vente régulière des produits laitiers.
9. Augmenter la compétitivité de lait de petits producteurs en diminuant le coût de la production grâce à des séances de formation, le contrôle de qualité, les cultures fourragères et les subventions dans la production.
10. Maintenir/renforcer les laiteries existantes ; (trois nouvelles construites dans la phase1- Torbeck, Thomazeau et la Côtes-de-Fer et 3 appuyées par le projet financé par le Brésil – Forêt-des-Pins, Limonade et Verrettes) à travers les formations et l’acquisition d'équipements pour 5 autres laiteries existantes (Bon Repos, Damien, Grison Garde, Gressier et Jérémie) pour leur permettre de produire des produits divers (yaourt, let stérilisé, fromage, beurre et lait pasteurisé.
11. Établir 20 points de collecte dans des endroits spécifiques dans les zones autour des 11 laiteries pour les tests et la collecte de lait et le transport vers les unités de transformation.
12. Procéder à l'échantillonnage de lait pour l'analyse afin d’assurer des progrès dans les mesures de santé et de sécurité concernant le lait et les produits laitiers.
13. Encourager le MARNDR a créer une équipe spéciale au sein du ministère qui sera chargée de contrôle de qualité, d'échantillonnage et de test pour assurer la conformité avec les normes de plus en plus croissantes de qualité et d'hygiène de lait et des produits laitiers.

**2.4 : Déroulement des activités :**

Les expériences de la première phase ont généré une meilleure compréhension de l'environnement général qui prévaut dans les zones cibles. Cette expérience a été exploitée pour définir les priorités d'intervention du projet et les critères de sélection des sites d'intervention et bénéficiaires.

Les interventions proposées visent à améliorer la capacité de transformation du lait par les laiteries tout en soutenant la filière lait par l'expansion et la consolidation des activités existantes afin de parvenir à une plus large couverture avec un total de 1000 ou plusieurs producteurs laitiers de 11 laiteries dans les zones ciblées y compris celles déjà touchées dans la première phase.

Le budget sera essentiellement alloué aux interventions prioritaires déjà identifiées et nécessaires pour le développement durable de la filière lait:

***Résultat 1 : La capacité technique et organisationnelle de 11 associations de producteurs de lait (plus de 1000 familles) qui gèrent les 11 laiteries est renforcée :***

Le ministère a des attentes élevées et de l’espoir sur l'organisation et l'encadrement des associations de producteurs de lait par le projet, étant donné que le regroupement de petits producteurs laitiers pour travailler en association est la façon la plus efficace permettant d'exploiter le potentiel et d’améliorer la qualité et les normes de la filière lait en Haïti. Pendant la phase II, le projet continuera à encadrer et à assurer le suivi de la progression des activités de plus de 11 associations de producteurs de lait existantes pour éviter la désintégration comme ce fut le cas dans les expériences précédentes. L'accent sera mis sur la bonne gouvernance, comme critère pour être finalement retenue comme association bénéficiaire.

L’accompagnement et le suivi des activités quotidiennes des associations est une nécessité, étant donné que la plupart, sinon la totalité de ces associations ont besoin d’appui technique direct et de l'attention spéciale avant qu'elles atteignent le stade d’auto contrôle et d’être en mesure d’auto gérer ces entreprises laitières comme des business autonomes car elles ne disposent pas assez d'expérience dans le travail en équipe et la résolution de problèmes. De ce fait, les membres du conseil d’administration de chaque laiterie (77 au total) seront formés sur les bonnes pratiques de la gestion de business en association. De plus, le projet va donner un appui pour mettre à jour les statuts légaux des associations le cas échéant.

Le projet mettra un accent sur le renforcement de la capacité des producteurs des associations livrant le lait aux laiteries pour une meilleure production et à être des points focaux pour d’autres services comme la formation, les campagnes de vaccination etc.

Pour s’assurer de la qualité de lait livré à la laiterie, le projet mettra à la disposition des producteurs 600 bidons de lait et des passoirs en almasilium afin de maitriser la qualité de lait cru livré à la laiterie.

Le projet aidera aussi les producteurs à avoir accès aux services de soins vétérinaires et d’autres intrants pour leurs animaux à travers les centres de services au niveau des laiteries. Les paiements de ces services seront assurés entre autres, par le lait livré à la laiterie.

Le projet aidera aussi à créer des partenariats de distribution/vente entre les laiteries et des groupes commerciaux à travers les C.A des associations, pour la commercialisation des produits finaux.

Au moins 75% des matériels et outils/investissements (parcelles fourragères, stations de monte, vaches laitière et taureaux etc.) mis à la disposition des producteurs par le projet OSRO/HAI/023/BRA (financé par le gouvernement de Brésil), seront suivis pour une meilleure valorisation.

*Fournitures des intrants vétérinaires (médicaments de soins preventifs, blocs minéraux à lecher, etc.) à travers les centres de service au niveau des laiteries.*

L'état de santé des vaches laitières dans les zones du projet est critique en raison de l'insuffisance des services vétérinaires et de la couverture sanitaire. Les évaluations réalisées pendant la première phase ont revellé que la plupart des producteurs laitiers (60%) ne suivent aucun programme régulier de vaccination, ils réagissent seulement en fonction de déclenchement de maladies. Pendant la phase I, des agents vétérinaires ont été formés sur la santé et la nutrition animale. De même des kits de medicaments veterinaires ont été mis à la disposition de ces agents vétérinaires afin de fournir des soins aux vaches de producteurs qui livrent le lait aux laiteries. Les trois nouvelles laiteries de la phase I, ont également servi comme des centres de services de sorte que les producteurs de lait pourraient obtenir l'accès aux soins et services vétérinaires pour leurs vaches laitières. En retour, les services offerts devraient être remboursés par le biais des retenues sur les ventes de lait.

Dans la phase II, la même stratégie sera transférée aux autres laiteries afin d'assurer une meilleure santé pour les vaches laitières qui devrait se traduire par une augmentation de la productivité ainsi que du lait de meilleure qualité. Le projet acquiera des kits vétérinaires qui doivent être stockés dans les centres de services des laiteries et devraient être utilisés par les agents vétérinaires pour soigner les vaches des membres. L'argent généré par l'activité serait réinvesti dans l'entreprise pour la rendre durable.

**R. 2 : Onze (11) entreprises de transformation du lait offrant des nouveaux débouchés, stables, diversifiés et rémunérateurs aux familles de producteurs de lait sont renforcées davantage.**

***Appuyer l'amélioration des normes de qualité de lait à travers le renforcement, l'organisation et la mise en place des points de collecte du lait.***

L'identification, la mise en place et l'équipement de points de collecte de lait permettront de réduire la distance entre la laiterie et les fermes. Par exemple 25 producteurs livrent actuellement 60 galons de lait directement à la laiterie de Thomazeau. Pourtant, il y un grand potentiel pour doubler la quantité de lait livré actuellement. La mise en place des points de collecte permettra d'augmenter la quantité de lait collecté et en même temps sa qualité. Avec une meilleure qualité de lait cru, on est assuré de la bonne qualité des produits finis. De plus les producteurs auront amplement le temps de faire d'autres tâches familiales qui pourraient inclure d’autres activités génératrices de revenus.

Dans cette optique, le projet prévoit mettre en œuvre les interventions suivantes durant la phase II:

1. Identifier et cartographier tous les points de collecte autour des laiteries.
2. Acquérir des matériels de collecte et de test du lait (lactodensimètres, bidons de collecte de lait, motocycles et/ou tricycles, etc.) au besoin.
3. Aider au recrutement et à la formation de 20 collecteurs de lait.
4. Aider à la gestion et au fonctionnement de ces points de collecte de lait.
5. Aider à la supervision, le suivi et le renforcement des points de collecte de lait.

***L’acquisition des ustensiles de la traite manuelle de lait :***

La grande majorité des producteurs de lait en Haïti utilise les bidons en plastique pour la manipulation de lait. Ces bidons en plastique sont eux-mêmes une source importante de contamination du lait. Pendant la phase I, 400 bidons de lait de capacités variables (5, 10 et 20 litres) ainsi que 300 passoirs en almasilium ont été acquis et distribués aux producteurs de lait qui ravitaillent les trois nouvelles laiteries en lait. Plus de 700 producteurs de lait ont été formés sur les bonnes pratiques de la traite manuelle et l'utilisation de ces ustensiles.

Dans la phase II, le projet prévoit d’acquérir plus de bidons (600 bidons de lait et 600 passoirs) qui seront offerts aux producteurs de lait qui approvisionnent les 8 autres laiteries en lait. En plus, des kits d'hygiène (détergents, désinfectants, plaques de test de mammite, serviettes etc.) seront distribués aux producteurs pour améliorer l'hygiène du lait. Cependant, les producteurs devront donner une contribution symbolique pas plus de 10% du coût de ces ustensiles (pas plus de 500Gdes) pour ces kits afin de créer un sentiment d'appartenance pour les ustensiles. Cela constituera un grand pas dans l’amélioration des normes d'hygiène du lait cru livré aux laiteries.

***Appui aux onze (11) laiteries pour l'acquisition d'équipements de transformation de lait devant aider à la diversification des produits en fonction de la capacité de la collecte journalière et aussi de la distance entre les laiteries et les zones de forte consommation (Port au Prince, les Cayes, et CapHaïtien)***

L'un des principaux objectifs de la phase II du projet est de continuer à appuyer les familles de petits producteurs de lait d'avoir un débouché stable et journalier pour leur lait et aussi de transférer les bonnes pratiques acquises dans les 3 nouvelles laiteries en phase 1 à plusieurs autres laiteries. Au niveau des laiteries, cet objectif sera atteint grâce à l'acquisition des équipements appropriés pour 8 laiteries existantes pour la production de produits diversifiés et de meilleures qualités, comme le fromage, le yaourt et le lait pasteurisé et le lait stérilisé. Les trois nouvelles laiteries construites durant la première phase recevront également quelques équipements supplémentaires pour les aider à accroître leurs capacités de transformation.

L’un des impacts positifs des trois nouvelles laiteries construites durant la première phase, est une augmentation des revenus des producteurs : dans la laiterie de Thomazeau par exemple, entre la période de Décembre 2014 à Octobre 2015 (11 mois), un total de 5,676.38 gallons de lait cru a été reçu des producteurs. Cela se traduit en un total de 709 547 HTG (13,645 USD) allant dans les poches de 25 producteurs. Cela a été possible grâce aux matériels acquis qui ont permis de fabriquer des produits laitiers sains et diversifiés. Suite à cet impact positif, il y a eu une augmentation de demande par d’autres laiteries pour améliorer leur stock d’équipements de manière à contribuer à la production des produits divers de meilleure qualité. De plus, certaines laiteries du réseau ont exprimé des besoins pour fabriquer des fromages pendant la période d’abondance de lait. De ce fait, en collaboration avec le MARNDR, à travers le groupe de concertation de la Filière lait, il a été résolu que plus de laiteries soient assistées à travers l'acquisition de matériels appropriés pour la production de produits divers et surtout le fromage. Par conséquent, le projet procurera des matériels, des équipements et des consommables suivants:

* Des kits pour la fabrication de fromage (4 kits de capacité de 200 litres), consistant en: une table de drainage, une cuve de 200 litres, les couteaux de fromage, des moules etc. .
* Une chambres de maturation de fromage.
* Une chambre froide
* Des boites de yaourt pre-imprimées pour l’emballage de yaourt.
* Des rechauds locallement fabriqués. .
* De tables d’emballage(5)
* Les séparateurs de lait.
* Le lactoscan pour les tests de lait
* Les barrates.
* Des glacieres de 150 quarts.
* Des glacieres de 100 quarts.
* D’emballage pour le lait pasteurisé.
* Des sterilisateurs pour le lait sterislisé
* Et autres petits materiels pour la fabrication des produits laitiers

***R3: Une stratégie de commercialisation/marketing de produits laitiers locaux diversifiés et de bonnes qualités (yaourt, lait aromatisé, le lait pasteurisé, beurre, fromage et le lait stérilisé,) est consolidée et mise en application par toutes les laiteries encadrées par le projet.***

Pendant la phase I, il a été observé que le maillon le plus faible de la chaîne de valeur de la filière lait en Haïti est la commercialisation. Avec la fin du programme de PNCS , plusieurs laiteries ont été fermées (près de 70%) à cause d’un manque de débouché pour les produits finis. Cela se traduit par le fait que durant la periode de PNCS, les laiteries n'ont pas cherché à exploiter le marché des consommateurs, qui est le marché réel et durable, dont les supermarchés, les boutiques etc. A cet effet, tous les efforts qui étaient investis dans l'organisation de la filière laitière dans le passé allaient se transformer en ruines. Cependant, les trois nouvelles laiteries mises en place dans la phase I du projet financé FRH qui n’étaient pas impliquées dans le PNCS, restent toujours opérationnelles, mais, pas forcement très capables de gérer l'aspect de la commercialisation de l'entreprise efficacement et qui reste un grand défi pour toutes les laiteries.

Ceci a amené le groupe de concertation de la filiere lait sous la banière du MARNDR à reflechir sur d’autres alternatives de la commercialisation. A cet effet, une nouvelle approche a été retenue par les acteurs de la filière lait et le MARNDR (au sein du groupe de concertation de La Filière lait). Cette approche consiste à transférer l'activité de commercialisation à des agents commerciaux (des groupes de personnes ou des particuliers légalement constitués). Dans ce cadre, les laiteries à travers les associations de producteurs seront assistés par le projet dans la signature des accords de partenariat par lesquels les agents de commercialisation se chargeront de la distribution et la vente des produits laitiers et la responsabilité des laiteries sera limitée à la collecte et à la transformation de lait et de la vente des produit laitiers au niveau de la laiterie. A cet effet, les activités suivantes sont envisagées:

a) *Mener une etude du marché :*

Dés le debut du projet, une recherche de marché sera mené pour determiner les types de produits à fabriquer, les différents capacités des emballages pour des différentes niches des consommateurs etc.

*b) Elabroer et faire valider les normes de qualité des produits laitiers :*

Le projet aidera le MARNDR à élaborer les normes de qualité des produits laitiers pour être ensuite validées par le ministère du Commerce à travers la BHN.

*c)  Aider les laiteries à signer des contrats de commercialisation :*

Le projet appuyera les laiteries pour être en mesure d’élaborer et de signer des contrats avec les agents commerciaux pour la distribution/ventes des produits fabriqués.

***Renforcement des capacité de tous les acteurs tout au longue de la chaine de valeur de la filiere lait.***

a) : **Formation des formateurs (agents veterinaires, cadres des ONG et du MARNDR), formation directe des producteurs des employés des laiteries et des représentants des agents de commercialisation :**

Durant la phase I, le projet a identifié les contraintes prioritaires qui peuvent être résumées en un manque de connaissances et de compétences techniques à tous les niveaux de la chaîne de valeur du lait. Cela est aggravé par une faiblesse dans le suivi apparent entre les producteurs et les services de vulgarisation du MARNDR et les ONG a cause du manque de financement, du manque de motivation et du manque de ciblage. Voilà pourquoi le projet (phase I) a répondu en introduisant des programmes comprehensifs de formation, de vulgarisation et de démonstration. Dans ce sens, le projet a dû former environ 700 producteurs de lait sur les bonnes techniques de la traite manuelle, la gestion des pâturages, la santé et la reproduction animale. De plus, le projet a formé 16 employés provenant de 16 laiteries de 6 departements dans la transformation et la commercialisation de lait en divers produits laitiers (yaourt, fromage et let sterilisé. Des agents veterinaires de Côtes de Fer ont été aussi formés sur la santé animale. Grâce aux travaux du groupe de concertation de la filiere lait, des fiches techniques ont été élaborées et validées et sont en cours de multiplication. Une fois terminée, ces manuels seront distribués aux différentes parties prenantes pour la vulgarisation sur le terrain.

Dans la phase II, le projet permettra de consolider les programmes de formation en collaboration avec les agents de vulgarisation. La formation des producteurs et les employés des laiteries est un processus continu qui nécessite dans la plupart des cas, des recyclages et un accent sur les bonnes pratiques dans des domaines spécifiques, tels que la micronutrition, les points critiques des étapes etc. Ces formations seront répliquées dans toutes les laiteries des zones ciblées par le projet et doivent comprendre les themes suivants:

* Dynamique des groupes et la bonne gouvernance.
* Les bonnes pratiques de « l’hygiene de la traite manuelle »
* La gestion de paturage,
* La santé et la reproduction animale
* Les bonnes pratiques de « la collecte et les tests de qualité au point de collecte et à la laiterie ».
* Les bonnes pratiques de la transformation de lait cru en yaourt, fromage, lait sterilisé, lait pasteurisé et le beurre.
* La commercialisation/vente des produits laitiers

Le nombre de bénéficiaires de ce programme de formation intensive sera environ 1000 producteurs, 25 employés du MARNDR et 15 agents de vulgarisation (agents veterinaires), 33 employes des 11 laiteries, 77 membres des C.A . Les matériels de formation nécessaires et publications (brochures, manuels et affiches) seront préparés, imprimés et distribués à tous les producteurs laitiers et les autres acteurs impliqués dans la formation. En outre, afin de faire des sessions de formation fructueuses, le projet appliquera la même stratégie utilisée pendant la première phase: une participation régulière à des sessions de formation sera une des conditions préalables pour obtenir le soutien du projet à tous les bénéficiaires.

Les formation seront effectuees soit directement par l’ equipe du projet et ou a travers des lettres d’ accord avec les partenaires (KNFP, VETERIMED, Root Capital etc) dans leurs domains de competence.

**Risques et hypothèses**

| **Risques** | **Stratégies d’atténuation** |
| --- | --- |
| Instabilité politique et niveau d’insécurité élevé.  | Approche participative qui associe les communautés et les autorités techniques et administratives locales. Respect des principes de sécurité exigés par les Nations Unies.  |
| Manque d’expertise suffisante et de savoir-faire dans le sous-secteur.  | 1. Organisation des missions d’experts internationaux pour continuer à appuyer et former l’équipe du projet pour assurer une mise en œuvre efficace et de qualité du projet. Les consultants nationaux ont qui ont été formés et accompagnés pendant la première phase, seront encore embauchés, pour continuer à travailler avec les bénéficiaires. Dix autres jeunes professionnels seront sélectionnés et formés. Ces jeunes professionnels travailleront en lien direct avec les 4 experts nationaux pour assurer une suite et une continuité des activités entreprises par le projet aboutissant à la création d’un réseau de professionnels formés et compétents pour l’avenir. 2. Renforcement des capacités des acteurs locaux pour qu’ils s’impliquent efficacement dans la mise en œuvre des actions du projet. |
| Non adhésion de toutes les parties prenantes et acteurs locaux  | 1. Approche participative suivie par le projet
2. Le MARNDR et la FAO ont été associés dans la formulation de ce projet.
 |
|  Désastres naturels qui affectent la production |  Le projet privilégiera la formation des producteurs sur les bonnes pratiques agricoles adaptées à la réduction des risques de désastres naturels, par exemples, la préparation d’ensilage pendant la période de pluies pour stocker et utiliser durant la période de sècheresse etc.  |
| Indisponibilité et/ou prix élevés des matériels au niveau du pays  | 1. L’expérience dans les projets précédents sera utilisée pour faciliter l’acquisition des matériels de la transformation.
 |

1. **DISPOSITIONS PRISES POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LA GESTION**

**3.1 : Cadre institutionnel et coordination**

Le MARNDR assurera la coordination du projet. Ainsi, au début du projet, il désignera un Directeur National du Projet (DNP) qui travaillera en étroite collaboration avec l’Unité de gestion des activités du projet mis en place par le Représentant de la FAO et supervisée par un expert International en Technologie Laitière La supervision générale du projet sera assurée par un comité de pilotage composé par le SEPA, le Représentant de la FAO en Haiti, un Directeur National du Projet, l’expert international responsable de l’unité de gestion du projet, le coordonnateur National du projet, d’un représentant du Fonds de Reconstruction d’Haiti (FRH).

La FAO sera responsable de la mise en œuvre du projet en étroite collaboration avec le MARNDR. L’Unité de gestion des activités du projet sera constituée de : (1) un expert international spécialisée en Technologie Laitière, un expert international en production animale(2), un coordonnateur national agronome spécialisé en production animale. (3) un consultant national agronome spécialisé en Technologie/commercialisation laitière. (4) un consultant national vétérinaire spécialisé en production animale 5). Un consultant national (vétérinaire) spécialisé en santé et nutrition animale. En outre, six techniciens recrutés dans le cadre des accords avec le Ministère, résidant dans les différentes régions (le grand Nord, l’Ouest et le grand Sud), feront le suivi/encadrement de proximité des activités du projet en collaboration directe avec les DDA et les BAC. Le projet fera aussi appel aux appuis techniques ponctuels de deux experts international dans le cadre des coopérations Sud-Sud de la FAO (6 mois). En outre, le projet profitera des consultants nationaux sur d’autres projets FAO qui apporteront leur appui technique tout au long du projet.

 Les activités du projet seront intégrées dans les interventions d’autres projets de la FAO et d’autres partenaires dans les Départements concernés. La FAO a déjà l’habitude de participer aux réunions de concertation de la filière lait qui coordonne tous les intervenants de la filière lait organisées par le SEPA afin d’éviter des duplications. Au niveau communal, les équipes de la FAO maintiennent une étroite collaboration avec les Bureaux Communales Agricoles (BAC) du MARNDR pendant la mise en œuvre des activités des projets.

**3.2 : Stratégie et méthodologie qui seront utilisées**

Les réalisations du projet UNJP/HAI/102/HRF ont démontré la nécessité d’un accompagnement solide et d’une présence au niveau des laiteries pendant longtemps. Cette stratégie d’accompagnement augmentera en passant de 3 à 11 laiteries avec un élargissement de l’équipe d’encadrement. Par contre la plupart d’investissement en bâtiments et équipements a déjà été faite. A travers des discutions avec les acteurs de la filières durant les réunions du groupe de concertation de la filière lait, il a été convenue que l’un des interventions primordiale de ce projet devrait être l’acquisition des matériels de transformation de lait en fromage pour prendre en charge l’excédent de lait durant la saison d’abondance. Le projet vas, en plus acquérir 5 jeux des matériels pour la fabrication du fromage pour des laiteries prédéfinir par le MARNDR. L’accompagnement des laiteries est surtout nécessaire pour assurer une bonne gouvernance, l’assurance de la qualité de produits fabriqués, une bonne insertion dans le marché et l’appropriation des acquis par les producteurs.

Le projet sera exécuté en utilisant une approche filière « de la ferme à la table ». Cette approche qui sera participative, donnera un appui particulier aux producteurs de lait qui sont en associations. La capacité de ces producteurs sera renforcée de façon à leur permettre de continuer à gérer les laiteries surtout comme des entreprises génératrices des revenus. Un accent sera mis sur la bonne gouvernance comme critère de sélection des associations pour qualifier de bénéficiaires du projet. Au niveau des laiteries, la formation, le suivi proche, l’accompagnement et l’insistance sur la bonne qualité des produits laitiers seront consolidés.

L’accompagnement des laiteries est surtout nécessaire pour assurer une bonne gouvernance, l’assurance de la qualité de produits fabriqués, une bonne insertion dans le marché et l’appropriation des acquis par les producteurs.

**3.3 : Contribution du Gouvernement**

Ce projet entre dans le Cadre du Programme Triennal d’Appui à la Relance Agricole (PTRA) et du Programmation Pays (CPP) formulé conjointement par le Gouvernement d’Haïti, la FAO et d’autres acteurs dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ainsi, ses activités seront mises en œuvre en passant par les services décentralisés du MARNDR.

Comme contribution, le Gouvernement :

* Mettra à la disposition du projet les services d’un personnel qualifié pour participer au suivi et à la coordination du projet.
* Prendra en charge les indemnités et les salaires de son personnel travaillant sur le projet.
* Facilitera le dédouanement du matériel et équipement achetés dans le cadre de la mise en œuvre du projet.
* Fournira une assistance administrative nécessaire, notamment des bureaux pour les consultants agronomes du projet affectés au niveau des DDA et ou des BAC.
* Prendra les dispositions nécessaires à assurer l’efficacité des opérations du projet, y compris l’accès aux informations et aux données ainsi que l’acquisition hors taxe des biens et équipements affectés au projet.

**3.4 : Contribution du donateur**

La contribution du Fonds de Reconstruction d’Haïti à travers la FAO est de : un million trois cents mille (1 300 000) dollars américains (voir le budget en annexe). Elle couvrira:

* Un Conseiller Technique Principal (international) du projet
* Un Consultant international en Production animale
* Deux coopérants Sud-Sud en santé et nutrition animales.
* 4 consultants nationaux;
* Les contrats avec des partenaires et les associations des producteurs pour les formations.
* Les voyages internationaux et nationaux.
* Fournitures et matériels pour l’équipement des laiteries
* Equipement pour les bureaux.
* Appui des divisions techniques de la FAO
* Dépenses Généraux d’opérations : fonctionnement et entretien des véhicules et motos, carburant, etc.
* Frais de gestion de la FAO;
* Frais de gestion de l’agence administrative

**3.5 : Support technique et liaison**

La FAO apportera un appui technique au MARNDR pour la mise en œuvre des activités de ce projet. La FAO recrutera un personnel d’appui technique composé d’experts internationaux (technologie laitière et production et sante animales) et 4 consultants nationaux (1 en technologie laitière, 2 en production animale et 1 en santé animale. L’unité de gestion du projet mise en place par la FAO assurera la planification et le suivi de la mise en œuvre de toutes les activités du projet. Elle travaillera en étroite collaboration avec le Directeur National du projet pour faciliter la communication entre le Gouvernement et les autres acteurs œuvrant dans le sous-secteur laitier. De plus, elle fera la sélection des associations, des institutions techniques et des entités admissibles avec lesquelles elle signera des protocoles d’accord pour la mise en œuvre certaines activités du projet.

Des missions d’appui technique à l’équipe d’exécution du projet seront organisées. La division technique du Siège (AGS) et le bureau Régional de la FAO à Chili.

**3.6 : Disposition pour la gestion et l’appui opérationnel**

Le Représentant de la FAO en Haïti sera le Budget Holder du projet qui assurera sa gestion financière dans le respect des procédures de la FAO. Il sera appuyé par le personnel administratif et opérationnel de la FAO Haïti en concertation avec l’expert international responsable de l’Unité de gestion du projet et sous la supervision technique des unités spécialisées de la FAO.

1. **SUPERVISION, SUIVI-EVALUATION, INFORMATION RELATIVE À LA GESTION ET COMPTE RENDU**

**4.1 : Supervision et revues**

Le Gouvernement à travers le MARNDR, détiendra la responsabilité globale de l’exécution du programme ainsi que de la direction stratégique, tout en assurant l’implication des parties prenantes concernées.

La FAO sera responsable de la supervision et des appuis techniques et opérationnels du programme ainsi que de la gestion administrative et financière, en conformité avec les règles et procédures de la FAO. A cet effet, la FAO recrutera un Conseiller Technique Principal (CTP), co-directeur du projet, et un Fonctionnaire chargé des Opérations.

Pour assurer l’atteinte des objectifs du programme, le MARNDR veillera à créer les conditions et l’environnement adéquat pour le développement et la croissance de l’élevage bovin en général et de la filière lait en particulier.

Cette stratégie de mise en œuvre, avec un accompagnement technique de la FAO permettra au Ministère de disposer à la fin du programme d’un personnel qualitativement et quantitativement bien formé, rôdé et en nombre suffisant. Elle doit également permettre l’implication de toutes les structures, entités et partenaires concernés et engagés directement ou indirectement dans le soutien au développement de la filière. Ces Institutions accompagnatrices seront impliquées en fonction de leurs avantages comparatifs dans la planification stratégique, dans la structuration du milieu et dans la formation.

Le programme sera mis en œuvre sous la supervision générale d’un Comité de Pilotage composé de M. le Secrétaire d’Etat à la Production Animale du Ministère de l’Agriculture, du Directeur de la Production et de la Santé Animale, du Directeur National du projet, du Représentant de la FAO, du Conseiller Technique Principal (CTP) du projet, du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, d’un représentant du FRH (Fonds pour la Reconstruction de Haïti), d’un représentant de la Fédération Nationale des Producteurs de Lait Haïtiens- FENAPWOLA ainsi que d’un représentant du Groupe de Concertation Thématique Permanent sur la production et la transformation du lait mis en place par le MARNDR, Les responsabilités principales de ce Comité de Pilotage sont l’indication des orientations stratégiques et la création d’un environnement favorable à la bonne exécution du Projet, l’approbation des plans de travail et du budget et l’examen des rapports d’évaluation. Les Termes de Mandat et les modalités de fonctionnement de ce comité seront définis de manière plus précise, au lancement du projet.

Il sera par ailleurs constitué d’une Unité de Coordination du projet dont la composition et le mandat seront précisés au moment du lancement du projet. Ses principales fonctions seront les suivantes :

* + - assurer l’implication régulière de la Direction de la production et de la santé animale dans la planification et la mise en œuvre du Programme, dans l’évaluation de l’assistance technique nécessaire à sa bonne marche ainsi que dans le suivi des résultats et des impacts attendus;
		- garantir une mise en œuvre harmonieuse du Programme, selon les attentes et dans les délais;
		- assurer que les décisions stratégiques arrêtées au niveau du Comité de Pilotage sont prises en compte en vue de leur exécution dans les délais impartis;
		- participer aux choix préliminaires des zones d’intervention et des actions devant être conduites par les partenaires opérationnels locaux;

Les membres de cette Unité de Coordination se rencontreront selon une périodicité que requiert leur mandat. Ils répondront également à toute invitation ad hoc du Directeur National du programme. L’Unité de Coordination sera constitué du Directeur de la Production et Santé Animale du MARNDR, du Directeur du projet, du Conseiller Technique Principal (CTP) et du chargé des Opérations du projet.

Le Ministère de l’Agriculture sélectionnera au sein du MARNDR un Directeur de projet, selon les aptitudes et profils établis conjointement avec la FAO.

Des experts nationaux qui ont intervenu dans la première phase feront partie de l’équipe du programme et seront recrutés comme contractuel selon les besoins. Des spécialistes de plusieurs domaines seront nécessaires : technologie laitière, production animale, santé animale, commercialisation, marketing...



**Rôle des organisations et entités responsables de la mise en œuvre du Programme.**

Le Ministère de l’Agriculture sera le responsable national du Programme et coordonnera avec la FAO la mise en œuvre du programme. Ils solliciteront au mieux, chacun en ce qui les concerne et dans les délais, les différents organes précités, appelés à les accompagner, en fonction de leurs mandats respectifs, dans cette mise en œuvre.

**Capacité de mise en œuvre des organisations dans le pays et les régions, y compris l’expérience de l’organisation, ses réalisations et le personnel qui sera impliqué dans la gestion du Programme**

Le programme proposé s’appuie sur une expérience nationale similaire de 10 années. Les bénéficiaires directs du programme qui sont les petits éleveurs sont ceux-là même qui seront organisés en association et qui participeront à la réalisation du programme. Plusieurs organisations paysannes et ONGs (citées plus haut) ont l’expérience de la gestion de programme laitier avec Veterimed.

La FAO a déjà participé à la mise en place de trois laiteries en Haïti, à Marmelade, Plaisance et Fort Liberté.

**Ministère / Entité nationale de tutelle ou organisation de la société civile impliquée et étendue de la collaboration**

Le MARNDR avec le bureau du Secrétaire d’Etat à la Production Animale sont les entités de tutelles de ce programme. Plusieurs ONGs et le secteur privé collaboreront dans le programme mais la sélection des partenaires compétents sera faite par un appel d’offre transparent. Par la suite pour chacune des laiteries installées, l’organisation respective des éleveurs sera impliquée dans une étroite collaboration avec le programme.

**Sélection des partenaires et des agences de mise en œuvre (ONG ou compagnies privées)**

La sélection des partenaires et des agences de mise en œuvre (ONGs et Compagnies privées) se fera par appel d’offre, avec un descriptif très précis des activités, des résultats escomptés, et du calendrier d’exécution.

La FAO sélectionnera un CTP, qui assurera le suivi technique et participera à la coordination du Projet.

La gestion opérationnelle, administrative et financière du programme relèvera de la responsabilité de la FAO. Les transactions financières, les achats et les approvisionnements seront effectués sur la base du plan de travail et suivant les règles et procédures de la FAO.

**Mécanisme de mise en œuvre choisi, y compris en prenant en compte les contraintes liées à la sécurité**

Pour les activités sur le terrain résumés dans le cadre logique plus haut, le projet privilégiera, tenant compte de leur expérience, de leur connaissance et de leur domaine et région d’intervention, des partenariats avec les institutions de la société civile, incluant les ONGs. Ces institutions partenaires groupées sous le nom de «partenaires opérationnels locaux» seront nécessaires, en accord avec les procédures en place pour leur engagement, pour exécuter les activités du projet. Des lettres d’accords formels ou encore des contrats de production de bien et de services seront passés avec ces institutions pour formaliser les rapports, les responsabilités et d’une façon générale les conditions devant régir ces partenariats.

Le mécanisme de mise en œuvre repose également sur la participation active des bénéficiaires qui sont les associations des producteurs qui gèrent les différentes laiteries. Celles-ci doivent au préalable à toute activité du programme se conformer aux exigences de bonne gouvernance (un C.A. fonctionnel, les comptes bancaires ouverts pour les entreprises avec des signataires indépendants, des réunions régulières etc).

**La gestion financière :**

La gestion financière, les transactions financières et les achats suivront les procédures très précises de la FAO pour tous les projets exécutés par cette Organisation des Nations Unies. Le Représentation de la FAO à Port au Prince sera responsable de la gestion financière du programme, avec l’administration et les opérations.

4.2 : **Suivi-évaluation**

La Direction du projet produira des rapports réguliers sur l’avancement du programme destinés à toutes les parties prenantes. La Division technique de la FAO se rendra régulièrement sur place pour évaluer les progrès réalisés et pour fournir un appui technique.

Pour les projets, la FAO exige de fournir un rapport d’exécution des programmes tous les trimestres, plus un rapport des réalisations semi-annuel et un rapport annuel des progrès réalisés.

Une évaluation à mi-parcours du programme doit être réalisée et une évaluation finale indépendante doit avoir lieu trois mois avant la fin du programme.

A la fin du programme un rapport d’évaluation établi par la FAO sera présenté au Gouvernement ainsi qu’au comité technique de suivi du FRH, mettant l’accent sur les leçons tirées tout au long de l’exécution du projet et faisant des propositions pour assurer la durabilité des laiteries et de la filière lait en général.

La Direction de la Production et Santé Animale assurera le suivi du programme et de la filière lait au-delà de la fin du projet.

Un audit interne sera effectué par la FAO à la fin du projet.

**4.3 : Communication et visibilité**

De documents nécessaires pour la publicité du projet seront produits par la FAO détaillant l’état d’avancement du projet. En plus, la FAO va assurer la visibilité du projet à travers des logos, des banderoles, des panneaux de visibilité, des fiches illustratives des résultats du projet, etc. Au début du projet, il y aura un atelier d’ouverture pour expliquer le projet et discuter des prochaines étapes du secteur lait avec les principaux acteurs. De même, à la fin du projet, un atelier de capitalisation des acquis du projet sera organisé pour faire connaître les actions du projet et tracer l’avenir pour un meilleur secteur lait.

**4.4 : Calendrier des rapports**

Pour répondre aux exigences contractuelles du FRH en matière de rapportage, le Conseiller Technique Principal et le Directeur National du projet seront responsables de l’élaboration des rapports suivants:

* Un état d’avancement trimestriel
* Un rapport narratif annuel entre les intervalles de 01 janvier au 31 décembre durant la période d’exécution du projet
* Un rapport narratif final dans le format approprié du FRH.

Le Siege de la FAO sera responsable d’envoyer au HRF les rapports financiers annuels au terme de chaque année et un rapport financier final à la clôture du projet

1. **BUDGET DU PROJET**

|  |  |
| --- | --- |
| **Catégorie des dépenses** | **TOTAL USD** |
| 1. Personnel et autres dépenses du personnel | 437 000 |
| 2. Fournitures, produits et matériaux | 348 050 |
| 3. Equipement, véhicules et ameublement | 9 462 |
| 4. Services contractuels (Formations) | 34 500 |
| 5. Voyages | 143 312 |
| 6. Transfert et subventions aux contreparties (ONG, DPSA et MARNDR) | 135 600 |
| 7. Operations générales et autres couts | 95 000 |
| **Sous-total: Coût du Projet** | **1 202 924** |
| 8. Coûts indirects |  |
| Frais de gestion de la FAO (7%) | 84 205 |
| Frais de gestion de l'Agent  Administratif (1%) |  **12 871** |
| **Budget total du projet** |  **1 300 000** |

1. **CHRONOGRAMME MENSUEL DES ACTIVITES**

| **Activités** | **2016** | **2017** |
| --- | --- | --- |
| **Janv** | **Fev** | **Mars** | **Avril** | **Mai** | **Juin** | **Juil** | **Aout** | **Sept** | **oct** | **Nov** | **dec** | **Janv** | **Fev** | **Mars** | **Avril**  | **Mai** | **Juin** |
| ***Activités transversales*** |
| Mise en place de l’équipe du projet |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Visite de 6 zones d’intervention du projet pour discuter avec les acteurs sur le nouveau projet.  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Préparation du plan détaillé des activités du projet |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Première réunions du comité de pilotage |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Atelier d’ouverture pour discuter de la stratégie de mise en œuvre du projet |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ***Résultat 1 : La capacité technique et organisationnelle de 11 associations de producteurs de lait (plus de 1000 familles) qui gèrent les 11 laiteries est renforcée :***  |
| Sélection des 11 associations bénéficiaires sur la base des critères mise en place (prêt à la réorganisation si nécessaire pour une meilleur gouvernance, association des fournisseurs de lait, etc).  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Structuration et mise à jour des papiers légaux des associations le cas échéant.  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Préparation des thèmes/programme pour les formations des producteur |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Sélection des membres du C.A en préparation pour les formations.  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Recyclage des membres du C.A sur la bonne gouvernance et la gestion d’entreprise en association.  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Acquisition des matériels (bidons, passoir etc.) pour les producteurs |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Formation des producteurs sur l’hygiène de la traite |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Formation des producteurs sur la nutrition/santé et la production animale |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Suivi de la qualité de lait provenant des producteurs de chaque laiterie et mise en place d’un système de paiement par qualité.  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Achat des intrants vétérinaires pour stocker aux centres de services.  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Opérationnalisation des centres de services des laiteries.  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Signature d’un LOA avec le DPSA pour l’accompagnement des producteurs dans les différentes zones d’intervention du projet.  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Suivi des investissements en production/santé animales mise en place par le projet financé par le Brésil.  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| **Résultat 2 : Onze (11) entreprises de transformation du lait offrant des nouveaux débouchés, stables, diversifiés et rémunérateurs aux familles de producteurs de lait est renforcé davantage.** |
| Visites 11 laiteries pour faire les derniers constats et besoin en équipements et consommables. |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Visites des sites pour l’identification des points des collectes. |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Sélection et formation des 20 collecteurs pour les tests aux points de collectes |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Mise en place et opérationnalisation des points de collectes.  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Identification des employés des laiteries a formés.  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Préparation de la liste définitive des équipements, matériels et consommables pour les onze laiteries.  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Acquisition des équipements, matériels et consommables pour les onze laiteries. |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Préparation des programmes des formations pour les collecteurs et les employés des laiteries  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Multiplication des documents (déjà validés) pour les formations et les séances de vulgarisation. .  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Recyclage des cadres du MARNDR et ONG sur les différents tests au niveau des points de collecte.  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| recyclage des cadres du MARNDR et ONG sur la technologie de fabrication des différents produits laitiers.  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Séances des formations pour les collecteurs de 20 points de collectes identifiés.  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Recyclage des employés des laiteries sur la technologie de fabrication des diffèrent produits |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Suivi des laiteries pour assurer la maitrise des technologies, la bonne qualité des produits laitiers et la bonne gestion des entreprises.  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ***R3: Une stratégie de commercialisation/marketing de produits laitiers locaux diversifiés et de bonnes qualités (yaourt, lait aromatisé, le lait pasteurisé, beurre, fromage et le lait stérilisé,) est consolidée et mise en application par toutes les laiteries encadrées par le projet.***  |
| Signature de contrat avec une firme pour mener l’étude du marché.  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Identification des structures qui sont intéressées par la commercialisation des produits des laiteries  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Définition de types des produits a fabriqués par laiterie selon les rapports d’étude du marché.  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Formulation des contrats cadres pour aider à la prise en charge par des agents commerciaux de l’aspect de la commercialisation des produits laitiers.  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Signature des contrats avec les agents commerciaux.  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Préparation et validation des normes de qualités pour les produits finis par le groupe de concertation de la filière lait.  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Soumission et validation des normes de qualité des produits finis par le BNH.  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Atelier final pour discuter sur les bonnes pratiques et capitalisation des acquis du projet.  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **A.5 Les rapports et l’évaluation** |
| Rapports intermédiaires sur l’état d’avancement des activités |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |
| Mission d’évaluation du Siège de la FAO et ou du bureau régional de la FAO.  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Rapport annuel |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Rapport final |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |

**‘**

1. **CADRE LOGIQUE :**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | ***Logique d'intervention*** | ***Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)*** | ***Sources de vérification*** | ***Risques et hypothèses*** |
| ***Objectif global*** | **Amélioration de la sécurité alimentaire des petits producteurs de lait par l’augmentation de la productivité laitière et la transformation de lait en produits divers de bonne qualité et leurs commercialisations.**  | * La productivité laitière des vaches des bénéficiaires augmente par 30% (passant de 2/3 à 1 gal par vache/jour) et par conséquence le revenu des familles est aussi augmenté
* La quantité de lait cru transformée et mise sur le marché augmente de 30%.
* La qualité de lait et des produits laitiers sont améliorés.
* la présence d'au moins 3 gammes de produits laitiers dans les grandes surfaces au niveau de grands centres de consommation (Port-au-Prince, Cap Haïtien, Les Cayes).
* La situation de la sécurité alimentaire s’améliore dans les ménages.
 | * les Rapports des DDA, des BAC et des techniciens agronomes de la FAO
* les rapports trimestriels sur l'état d'avancement du projet.
* les Rapports des partenaires
* le Rapport final du projet.
 | La situation de la sécurité du pays s’améliore et reste stable permettant la mise en œuvre des activités du projet comme prévu.  |
| ***Objectif spécifique 1***   | Renforcement de capacité/recyclage des 10 associations d’éleveurs producteurs de lait (1000 familles) à travers l’harmonisation des outils de la bonne gouvernance pour la gestion de leurs laiteries, et les bonnes pratiques de la production/santé animale pour améliorer la productivité de leurs vaches et l’organisation de la collecte,  | * Le prix de lait amélioré
* Le revenu des producteurs amélioré.
* La collecte de lait augmentée.
 | * Les statistiques sur les revenus des ménages.
* Les rapports de S&E
* Rapport technique du projet.
* Rapport des techniciens
* Rapport des partenaires
* Rapport d’Etat d’avancement par l’équipe du projet.
* Photos d’exécution.
 |  Situation sécuritaire stable et l'accès aux zones de projet.  |
| ***Objectif spécifique 2***  | Appui technique aux 11 laiteries dans leurs démarches d’améliorer la gestion des laiteries, la transformation et la commercialisation, à travers des outils de bonne gouvernance, des matériels et équipements adaptés pour la transformation en divers produits et leur commercialisation, tout en adoptant une approche filière.  | * Nombres des points de collecte équipés et en fonctionnement et quantité de lait collectée.
* L’augmentation en quantité de lait transformé par les laiteries.
* Nombres des laiteries qui sont biens structure (compte en banque, fabrication tous les jours de la semaine,
* Les différents équipements achetés et installés dans les laiteries.
* Les nombres de laiteries qui fabriques et vendre au moins 2 gammes des produits laitiers.
* Nombre de contrats signés avec les distributeurs pour la distribution des produits des laiteries.
* Les normes de bonne qualité validé et mise en application.
 | * Rapport des techniciens
* Rapport des partenaires
* Rapport d’Etat d’avancement par l’équipe du projet.
* Photos d’exécution.
 | Situation sécuritaire stable et l'accès aux zones de projet. |
|  | **R 1 : La capacité technique et organisationnelle de 11 associations des producteurs de lait est renforcée.**   | * Plan d’action validé par tous les acteurs.
* Nombres des associations des producteurs touchés par le projet (formation, les documents de mise à jour de statuts).
* Nombre d’éleveurs producteurs de lait qui ont reçus des formations et qui ont amélioré leurs parcelles fourragères.
* nombre des points de collecte identifiés et équipés.
 | * Plan d’activités.
* Listes des points de collectes et quantité de lait collecté.
* photos
 | * La situation de sécurité s’améliore pour permettre aux activités de se déroulé normalement.
* Les acteurs clés appuis le projet.
 |
| ***Activités pour R1 :***  | * La formation d’au moins 70 membres de Conseils d’Administration des laiteries sur la bonne gouvernance de la gestion des laiteries comme des entreprises génératrices de revenu.
* Mise à jour des statuts légaux et meilleur structuration des associations des producteurs de lait. Structuration et légalisation des associations des producteurs qui ne sont pas encore légalisés.
* Recyclage/formation de membres de 10 associations de producteurs à travers les champs école. (plus de 1000 producteurs) y compris ceux qui étaient formés durant la première phase du projet.
* L’acquisition et la distribution des 600 bidons métalliques aux producteurs qui livrent le lait aux différentes laiteries, afin de maitriser les sources de contamination de lait cru avant sont arrivé aux laiteries.
* Identification et équipement des points de collecte (2 par laiterie)
* Suivi les 163 producteurs assistés dans le cadre du projet OSRO/HAI/023/BRA par rapport à l’utilisation des investissent.
* Vulgarisation, multiplication et mise en application de différentes fiches technique et manuelles de bonne pratique (la traite manuelle, la production (nutrition et santé animale) au niveau de producteurs et autres acteurs de la filière.
 |   |  |
|  | ***R2 : Au moins 11 entreprises de transformation du lait offrant des nouveaux débouchés, stables, diversifiés et rémunérateurs aux familles de producteurs de lait est renforcé davantage.*** | * Plan d’action validé par tous les acteurs.
* Nombre des points de collectes équipés et qui ravitailles les laiteries en lait.
* Nombres des laiteries qui fonctionnent tous les sept jours de la semaine.
* Nombre des laiteries qui produisent au moins 3 gammes des produits.
* Nombre des employés des laiteries formés en techniques de fabrication des différents produits laitiers.
* Les différents équipements pour la fabrication des produits laitiers acquis et installés et en fonctionnement.
* Nombres d’entreprise laitières jugé économiquement viable.
 | * Rapport des techniciens
* Rapport des partenaires
* Rapport d’Etat d’avancement par l’équipe du projet.
* Photos d’exécution.
* Rapport des états financiers des laiteries.
* Liste des équipements acquis par le projet.
 |  |
| ***Activités pour R2 :*** | * Identification et équipement des 20 points de collecte.
* Identification et formation des 20 collecteurs.
* Inventaire des équipements/matériels/intrants existants, identification et achat des équipements manquant.
* Formations de 70 employés des laiteries sur l’utilisation des matériels/équipements installés.
* Formation sur la fabrication des divers produits laitiers.
 | * La liste des équipements des points de collecte acquis et en fonctionnement.
* Les collecteurs identifiés et formés.
* La liste de matériels/équipements /intrants acquis et installes dans les laiteries.
* La liste de présence des bénéficiaires des formations.
* Les rapports des formations.
* Les photos.
 |  |
|  | ***R3: Une stratégie de commercialisation/marketing de produits laitiers locaux diversifiés et de bonnes qualités (yaourt, lait aromatisé, le lait pasteurisé, beurre, fromage et le lait stérilisé,) est consolidée et mise en application par toutes les laiteries encadré par le projet.***  | * Le rapport de Recherche du marché.
* Les différents normes de qualité validé par la BHN.
* Les contrats de distribution/vente de produits signés entre les laiteries et les agents commerciaux.
* Les nombres des points de vente dans les grands centres de consommation (Cayes, Cap Haïtien et Port au Prince).
* Le nombre de différentes gammes de produits sur le marché.
 | * Les reports.
* Les documents validés.
* Les contrats de distribution/vente,
* Les photos des points de ventes.
 |  |
| ***Activités pour le Résultat 3 :***  | * Recrutement d’une institution pour conduire l’étude de marché.
* Proposition, discussion et validation des normes de qualité par le groupe de concertation de la filière lait.
* Validation des normes de qualité de lait et des produits laitiers par le BHN.
* Sensibilisation des laiteries sur l’importance d’établir des partenariats avec les agents commerciaux pour la distribution/vente de produits fabriqués.
* Élaboration et signature des contrats avec les agents commerciaux pour la distribution/vente des produits.
 |  |  |
| ***Résultat 4*** | **R. 4 : La capacité des agents des services décentralisés de MARNDR et des partenaires nationaux (ONG) servant de relais pour l’encadrement des associations de producteurs et des entreprises laitières est renforcée.** 4.1 Vingt-cinq (25) responsables de services décentralisés du MARNDR et des autres acteurs de la chaine sont formés (pour assurer leur rôle de suivi et d’appui aux associations et aux laiteries)* 4.2 Les réalisations et les résultats obtenus en termes d’appui au développement de la filière Lait sont capitalisés et diffusés à travers des documents (guides de bonnes pratiques), un atelier national et les exposition des produits laitiers dans les foires régionales et nationales.
 |  |  |
| ***Activités pour le résultat 4 :***  | * Identification des agents du Ministère a formés au niveau de DDA et de BAC et des ONG.
* Préparation de réalisation des séances de formation
* Diffusion des guides et des manuels de bonnes pratiques au niveau du MANDRE et des ONG locales.
* Participation aux régionales et Nationales.
* Réalisation de l’atelier finale pour la capitalisation et les leçons apprisses.
 |  |  |

**ANNEX 1**

# FAO_black_20

# Food and Agriculture organization of the United Nations

### Terms of Reference for CTP ✓/WAE 🞏

### Minimum number of years of relevant experience required: 1yr 🞏 5yrs 12+yrs ✓

|  |  |
| --- | --- |
| **Name:** |  |
| **Job Title:** | CONSEILLER TECHNIQUE PRINCIPAL  |
| **Division/Department:** | AGS/ESN |
| **Programme/Project Number:** |  |
| **Location:** | Haiti (port au Prince-).  |
| **Expected Start Date of Assignment:** | January 2016 | **Duration:** | 14 mois |
| **Reports to:** | ***Name:*** | ***Anthony BENNETT/FRITS OHLER*** | **Title:** | BSO/FAOR - HAITI |
|  |
| General Description of task(s) and objectives to be achieved |
| Sous la supervision directe du Représentant de la FAO en Haïti(Budget Holder), la supervision technique et opérationnelle de LTO de la Division des Infrastructures Rurales et des Agro-industries (AGS/ESN en 2016) et autres services compétents de la FAO, en étroite collaboration avec les Officiers techniques au Bureau Régional de la FAO, en étroite concertation avec les membres du comité de pilotage du projet et le Directeur National nommé par le MARNDR, l’ expert international/Conseiller Technique Principal (CTP), est chargé de la coordination générale du projet et de veiller au respect des procédures FAO dans la conduite de sa mise en oeuvre. Il/elle sera responsable de la réalisation des activités telles que décrites dans le document de projet et appuiera les autres projets ayant une composante de transformation du lait (GCP/HAI/030/EU et OSRO/HAI/403/UK ) dans la poursuite de leurs objectifs. Le CTP aura pour charge spécifique : 1. Actualiser, en étroite coordination et en accord avec la Division Technique AGS/ESN et le bureau sous régionale a Barbados de la FAO, le plan de travail détaillé et cordonner, les tâches administratives liée à l´exécution de ce plan de travail.
2. Fournir un appui technique pour la mise en œuvre des 3 composantes du projet et plus spécifiquement, concevoir et mettre en place et en œuvre une stratégie pour la transformation et la commercialisation des produits laitiers fabriqués dans les laiteries bénéficiaires du projet.
3. Assurer un leadership stratégique et technique pour tous les aspects liées à la planification, l'exécution et à la coordination de la mise en œuvre du projet. Etendre ce leadership a la coordination de l’équipe chargées de l’exécution du projet en veillant au développement et au maintien d’une vision commune et d’un travail d’équipe dans tous les aspects du développement laitier ;
4. Assurer la supervision technique, le contrôle, la gestion et l’évaluation des travaux du personnel dans la mise en œuvre des activités du projet ;
5. Assurer le lead technique de la préparation et de l’implémentation de plans d'actions visant à renforcer les capacités institutionnelles et techniques des services centraux et déconcentrés ainsi que des acteurs et autres structures liées au projet afin de pouvoir :
6. Développer et diffuser les bonnes pratiques sur tous les maillons de la chaine de valeur de la filière lait.
7. Développer les capacités nationales sur l’approche filière et vulgariser les bonnes pratiques.
8. Assurer la dispensation d’une formation technique institutionnelle de qualité, de la gestion des associations de producteurs et les autres acteurs de la filière lait qui participent à la mise en œuvre du projet ;
9. Superviser et participer à la formation du personnel des laiteries, la mise à niveau des leurs capacités pour l’utilisation des équipements et ainsi pouvoir garantie une gestion opérationnelle durable des onze unités de transformation laitière;
10. Assurer la complémentarité de collaboration avec le secteur privé et autres organisations et partenaires, y compris des entités locales, pour assurer la pérennité des unités de transformation mises en place par le projet et de celles des autres projets lait gérés par la FAO.
11. Coordonner les ateliers semestriels de planification et préparer les rapports financiers ainsi que les rapports narratifs sur l’état d’avancement du projet
12. Conseiller le MARNDR sur les approches et les opportunités pouvant garantir un développement durable de la filière laitière en Haïti.
13. En fin du projet, organiser un atelier national pour tous les acteurs de la filière, afin de pouvoir tirer les acquis de ce projet pouvant contribuer la préparation d’un programme national de développement laitier particulièrement pour les zones n’ayant pas une infrastructure laitière adéquate pour la commercialisation du lait.
14. Préparer le rapport final (en collaboration avec le fonctionnaire du Siege) et les autres rapports techniques décrits dans le document de projet
15. Explorer et identifier avec leurs équipes techniques les domaines de collaboration possibles avec d'autres projets ayant un composant lait.
16. Fournir un appui technique complémentaire au projet GCP/HAI/030/EU et OSRO/HAI/403/UK de concert avec les CTP desdits projets en ce qui concerne la technologie laitière et la gestion d’entreprises.

Pour les GCP/HAI/030/EU et OSRO/HAI/403/UK. Le CTP aura comme charge : * identifier les besoins en formation et en équipements (et leur spécifications techniques) pouvant aider à la diversification et à la commercialisation des produits laitiers des laiteries de Ferrier deOuanaminthe et de Jeremie.
* Donner un appui technique pour l’amélioration de la gouvernance et organisation des entreprises.
* En collaboration avec l’équipe du projet de concevoir et de livrer la formation des différents acteurs de la filière lait directement concernés par les deux laiteries (producteurs, employés des laiteries et partenaires de développement) en toutes matières y compris la qualité du lait, les tests de composition, des processus de transformation, le choix d’emballage, des conditions commerciales pour la vente en gros et en détail, la gestion financiers
* Proposer et participer à la mise en place d'une stratégie de commercialisation et de diversification des produits laitiers et appuyer à la mise en œuvre de celles-ci.
* Assister l’expert national en commercialisation pour la préparation des plans d’affaires des entreprises.
* Proposer des solutions pour optimiser les profits des entreprises laitières, tenant compte du besoin de créations d’emplois surtout pour les jeunes et les femmes.
1. Effectuer d’autres tâches demandées par la Division technique principale ou par le Représentant de la FAO Haïti, en relation à la mise en œuvre du projet et d’autres projets concernant la filière laitière en Haïti.
 |
| key performance indicators |
| Expected Outputs:* Les 11 laiteries mentionnées dans le document du projet fonctionnelles.
* La commercialisation des produits laitiers variés lancée dans au moins 100 points de ventes.
* Liste de matériels et d’équipements et leurs spécifications techniques pour 13 laiteries élaborés et les matériels commandé et installés.
 | Required Completion Date: ------ 2017 |
| Académique qualifications :* Diplôme universitaire ;
* Expérience professionnelle d’au moins 10 ans dans l'industrie laitière et le développement d’entreprises laitier dans les pays en voie de développement.
 |  |

**ANNEX 2**

# FAO_black_20

# Food and Agriculture organization of the United Nations

### Terms of Reference for Coordonateur National du projet

### Minimum number of years of relevant experience required: 1yr 🞏 5yrs ✓ 12+yrs

|  |  |
| --- | --- |
| Titre du poste : | **Coordonnateur national de projet** |
| Division/Département/Projet : | FLHAI/  |
| N° de l'Avis de vacance de poste : |  |
| Domaine | Agriculture |
| Lieu d’affectation  | Port au Prince  |
| Type de contrat / Durée/  | NPP / 6 mois renouvelable |
| Grade  | SB3 |
| Date de publication du poste : |  | Date limite de dépôt des dossiers : ……… |
| Date prise de fonction :  |  |

## Tâches et Responsabilités

Sous la supervision générale du Représentant de la FAO en Haïti et la supervision directe du Conseiller Technique du projet à la FAO-Haïti, et en étroite collaboration avec le Directeur national de projet nommé par le MARNDR, le coordonnateur national aura les responsabilités ci-après :

**Lancement du Projet**

1. Contribuer au lancement officiel du projet (organisation de l’atelier national de lancement du projet et à la production du rapport de l’atelier).
2. Planifier et réaliser des rencontres avec les membres des communautés locales, les membres des associations des producteurs de lait à qui appartient les 11 laiteries bénéficiaires du projet et les différents acteurs au niveau local pour les sensibiliser autour des activités du projet et les impliquer ;
3. Préparer en étroite collaboration avec les autres consultants du projet, des critères et aider les associations et bénéficiaires potentiels, pour qualifier comme bénéficiaires des interventions du projet.

**Staffing**

1. Participer au Comité de sélection des personnes ressources devant constituer l’équipe technique du projet et contribuer à la supervision de leur travaux;
2. Assurer la supervision du personnel technique et administratif recruté dans le cadre de l’exécution du projet ainsi que des contractants et assurer la cohérence générale de l’ensemble de leurs activités.

**Coordination/Exécution/Rapportage**

1. Coordonner tous les activités ayant mené aux différents résultats du projet (production, transformation et commercialisation) ainsi que les formations prévues dans la mise en œuvre du projet et veiller au rapportage a tous les niveaux.
2. Contribuer à la mise à jour du document du projet présentant les grandes lignes de la mise en œuvre du projet et contenant, entre autres, un plan de travail détaillé assorti d’un budget par activité, ainsi que le plan de suivi-évaluation.
3. Faciliter la Coordination du projet à l’échelle départementale, notamment avec les structures déconcentrées du Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Ressources Naturelles (MARNDR) et autres institutions des départements impliqués dans le projet ou menant des activités similaires;
4. Assurer la coordination de terrain et la bonne exécution du projet suivant le cadre logique, en contribuant à la planification opérationnelle et exécution des plans de travail annuels du projet conformément au cadre logique.
5. Assurer que les femmes et les groupes de jeunes sont impliqués dans la mise en œuvre du projet sur le terrain;
6. Participer, de concert avec les autres consultants du projet dans l’élaboration des rapports techniques et des documents techniques du projet et leur plan d’actions
7. Surveiller les programmes de formation du projet et les descentes sur le terrain.
8. En collaboration avec le CTP et le DNP, préparer les rapports trimestriels du projet avec le plan de travail actualisé.
9. Assister le CTP et le DNP, à faire un brouillon de rapport final du Projet.
10. Assister les consultants Internationaux et Nationaux à préparer les modules de formation des tous les formations à entreprendre dans le Projet.
11. Assurer les liens entre les autres initiatives avec des volets lait mené par la FAO dans le pays.

**Suivi-Evaluation / Communication et Visibilité.**

1. De concert avec le Responsable de Suivi-Evaluation de la FAO, mettre en place un système de suivi et d'évaluation, assurer sa mise en œuvre au niveau des communes d’intervention; participer aux missions d’évaluation interne et externe du projet.
2. De concert avec le Responsable de la communication de la FAO, élaborer une stratégie de « communication pour le développement (C4D) » du Projet et participer à sa mise en œuvre ;

**Exigences :**

* Diplôme universitaire en agronomie (option production animal)
* Expérience de cinq (5) ans dans le domaine de la planification, de la mise en œuvre de la production, la transformation et la commercialisation de lait.
* Aptitude à bien communiquer et à construire des partenariats efficaces ;
* Expérience avérée en matière de renforcement des capacités des acteurs dans le pays ;
* Expérience en matière de coordination et de facilitation;
* La connaissance pratique de la filière lait d’Haïti et les zones d’intervention du projet sera un atout
* Connaissance des logiciels informatiques.

**Annexe 3 : Directeur National du Projet spécialiste en production animale**

Durée : ----- mois

Lieu d’affectation : Port au Prince avec des missions sur le terrain

Qualification :

Formation : Diplôme en Agronomie (spécialiste en production animale)

Qualification : Minimum de 5 années d’expérience dans le domaine de la production animale et formation des formateurs.

Sous la supervision opérationnelle du bureau du Secrétaire d’état de la Production Animale au sein du Ministère de l’Agriculture, des Ressources Naturels et du Développement Rurale MARNDR, en étroite collaboration avec le Représentant de la FAO en Haïti et la supervision technique des Service de la production animale de la FAO (AGAP) et la Division des infrastructure Rurale et des Agro – Industries de la FAO (AGS), le CNP, travaillera étroitement avec le CTP du projet et les autres consultants du projet. Le CNP, aidera le MARNDR pour superviser la mise en œuvre des activités du projet en Haïti.

1. Plus spécifiquement, le CNP vas:

-Veiller à ce que la contrepartie du gouvernement et le soutien des arrangements spécifié dans le document de projet sont fournis en temps opportun et rapide;
2. Superviser la mise en œuvre globale du projet et sera responsable de la liaison avec les parties prenantes du projet;
3. Être responsable de tous les équipements et approvisionnements fournis par le projet jusqu’à la remise officielle;
4. Convoquer et de participer aux réunions du comité du projet en tant que membre et secrétaire;
5. Aider à la préparation du rapport initial du projet et plan de travail détaillé du projet;
6. Organiser et participer à des réunions et des ateliers du projet;
7. Coordonner et aider les consultants du projet pour préparer les rapports techniques, documents de terrain et des plans d'action;
8. Superviser le programme de formation du projet
9. En collaboration avec le CTP et le CNP, préparer des rapports trimestriels d'avancement du projet, y compris la mise à jour du plan de travail du projet;
10. Aider l'agent LTO et le CTP pour rédiger le rapport terminal du projet;
11. Assurer des liens avec d'autres initiatives sur le développement laitiers en cours et prévues en Haïti.
12. Aider avec d'autres questions liées au projet, selon les besoins.
1. Rapport du PNUD 2012 [↑](#footnote-ref-1)
2. Fédération Nationale des producteurs de lait en Haiti. [↑](#footnote-ref-2)